

279LM 007/2

(1941-1946)

Dossier d'agents arrêtés par les autorités Allemandes  
pour différents motifs

GOU à GRO

D. 1873.

D. R. 2.

Gourdain, Romain.



S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.

NOM : . . . . . : GOURDAIN

Prénoms . . . . . : Romain, Paul, Timothé

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Conducteur

Résidence de service . . . . . : Amiens

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 28 Janvier 1919

Date et lieu de naissance . . . . . : 14 Avril 1890 à Montauban (Somme)

Domicile civil . . . . . : 175 rue de Boutillerie à Amiens (Somme)

Situation de famille . . . . . : Marié - 1 enfant 22 ans

Qualités professionnelles . . . . . : Assure normalement son service

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) . . . . . : (2 ans au 5ème Régiment de dragons 1911 et 1913 et campagne de 1914/1918.

Affiliation politique (s'il y a lieu) (

Date de l'arrestation . . . . . : 7 Mars 1942 à son domicile; est venu au bureau de commande avec un gendarme allemand dire qu'il ne pourrait assurer son service le lendemain.

Motifs de l'arrestation . . . . . : (aurait été arrêté -ainsi que sa femme- parce que son fils a lancé une bouteille remplie de sable dans un local occupé par des membres de la L.V.F.

Condamnation . . . . . :

Date, tribunal, motif . . . . . :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce . . . . . :

Lieu d'internement . . . . . :

Nom du défenseur . . . . . :

SCP uhr.

S.N.C.F.

**U-Nord**

Région d .....

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.

**GOURDAIN**

NOM : ..... : **Romain, Paul, Timothé**

Prénoms ..... : **Conducteur**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Amiens**

Résidence de service ..... : **28 Janvier 1919**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **14 Avril 1890 à Montauban (Somme)**

Date et lieu de naissance ..... : **175 rue de Boutillerie à Amiens (Somme)**

Domicile civil ..... : **Marié - 1 enfant 22 ans**

Situation de famille ..... : **Assure normalement son service**

Qualités professionnelles ..... : **2 ans au 5ème Régiment de dragons 1911 et**

Services militaires  
(grade, campagnes, citations,  
blessures) ..... : **1913 et campagne de 1914/1918.**

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( ..... : **7 Mars 1942 à son domicile, est venu au**

Date de l'arrestation ..... : **bureau de commande avec un gendarme allemand**

Motifs de l'arrestation ..... : **dire qu'il ne pourrait assurer son service**

Condamnation ..... : **le lendemain.**

Date, tribunal, motif ..... : **aurait été arrêté - ainsi que sa femme - parce**

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce ..... : **que son fils a lancé une bouteille remplie**

Lieu d'internement ..... : **de sable dans un local occupé par des membres**

Nom du défenseur ..... : **de la L.V.F.**



COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

En joint fiches demandées par lettre  
DR/NT/2 du 31 Juillet 1941. Les fiches  
destinées au S.C.P. lui ont été adressées  
antérieurement.

(Le Chef de la Subdivision du Personnel

AN.E.sp.4 A/

D.23.133

---

Arrestation par

les autorités

allemandes

S.N.C.F. *Escur*

REGION du NORD

21 MARS 1942

SECTION de L'EXPLOITATION

vi

Monsieur le Chef de la Subdivi

de la Comptabilité M.T.,

Le Conducteur COURDAIN, Romain

CHAMBERS, a été éloigné de ses fonctions

du 8 mars au 11 mars 1942 inclus du

fait de son arrestation par les Aut

tés Allemandes.

Prière de lui supprimer ses ap

tements pour cette période et de lui

lui rétablir à compter du 12 mars 1

date de sa remise en service.

(r) Delamuney

23/3/42  
uniquement

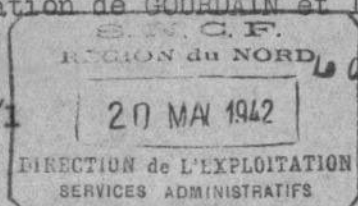
Vu le  
cf 27/3/42

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction

Je me fais renseigner sur les motifs de l'arrestation de GOURDAIN et le tiendrai au courant.

EX.N.gp.4A/1

D.23.155



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Chevrier*

19 MAI 1942

Incarcération par  
les autorités  
allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité MT

Suite à ma lettre même référence du 8  
Mai 1942.

Le Conducteur GOURDAIN, Romain, d'AMIENS,  
qui était absent de son service depuis le 2  
Mai 1942, du fait de son arrestation par les  
Autorités allemandes, a été remis en fonctions  
le 6 Mai 1942 après libération.

Prière de lui rétablir sa solde à compter  
de cette date.

Signé : CHEVRIER

*20.5  
M. Manty*



S.N.C.F.C O P I ERégion du NORD

Amiens, le 22 Mai 1942

Exploitation

4ème Arrondissement

P8 N° 1914

Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Personnel à PARIS,

EX.N.g.p. 4 A/1

D. 23155

19/5/42

Suite à votre lettre, référence ci-contre,  
concernant le conducteur GOURDAIN Romain  
d'AMIENS.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître,  
l'arrestation de cet agent a été opérée à la  
suite des actes de sabotage, commis dans la  
région d'AMIENS, le 1er Mai dernier.

Il a été considéré comme otage et libéré  
sans aucune explication le 6 Mai à 6 heures.

Il est vraisemblable que les autorités  
d'occupation ont choisi GOURDAIN comme suspect  
de communisme en raison de ce que son fils a  
été fusillé il y a quelque temps pour menées  
anti-allemandes.

Le Chef du 4ème Arrondissement,

S. N. C. F. (s) MEUNIER  
RÉGION du NORD

4 JUIN 1942

Paris, le 3 JUIN 1942

EX.N.g.p. 4 A/1

D. 23.155

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

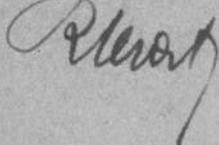
T. V. A. N. S. M. I. S

Incarcération par  
les Autorités  
allemandes.

à Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
de la Direction

comme suite à la lettre même référence du  
19 Mai 1942.

Le Chef de la Subdivision du Personnel



u. b  
M. Marten

- M.le Chef des Services Administratifs de la Direction
- M.le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation d'AMIENS

Suite à P.10 du 10 Avril 1945. Il voudra bien régulariser la situation congé de GOURDAIN pour l'exercice 1942 dans les conditions fixées par la lettre P.1259 du S.O.P. Le Chef de la Subdivision du Personnel, 1944 dont je lui ai adressé un exemplaire.

- M.le Chef du Service des Retraites annule les formules P.XVII établies

Cette décision Monsieur le Chef de la Subdivision

EX.N.g.p.4A/1 de la Comptabilité M.T.,

D.23.155 les 19 Mai 1942 et 19 Juin 1942

Arrestation par les Allemands - MM. LECOEUR - COLLET - CAREL.

par les  
Allemands

Le Conducteur GOURDAIN Romain, d'AMIENS, a été arrêté par les Allemands et absent de son service pendant les périodes indiquées ci-après :

S. N. G. F.  
Région du Nord

21 AVR 1945

- 8 et 9 Mars 1942
- du 2 Mai 1942 au 5 Mai 1942 inclus.

Ces arrestations ayant été opérées au titre d'otage, il y a lieu, en application des instructions du Service Central du Personnel, de restituer à l'intéressé la rémunération qui lui a été retenue comme conséquence de ses absences.

Je vous serais obligé de faire le nécessaire à ce sujet.

Signé: DELANNOY



5 1873

DR 2

GOURDAIN Timothe'

D 1873

N. R. 2

Gourdain Jimothe.

---



COPIE pour Monsieur le Chef des  
-17- Services Administratifs de la  
Direction

Comme suite à communication téléphonique.  
Ci-joint fiches de renseignements d'usage.

*Transmise  
au S.C.P.  
le :*

*/ Le Chef de la Subdivision du Personnel*

*Deauville*

EX.N.SP.4 A/1  
D. 23.155

Arrestation par les  
Autorités allemandes



Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Le Conducteur GOURDAIN, Timothé,  
Paul, d'AMIENS, a été mis en état d'ar-  
restation par les Autorités allemandes  
le 1er Mai 1942.

Prière de lui supprimer sa solde à  
compter du 8 Mai 1942.

*P. S. 42  
W. Delannoy  
[Signature]*

Signé: DELANNOY

S.N.C.F.

Région d' du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.

GOURDAIN

NOM : . . . . . : GOURDAIN

Prénoms . . . . . : Timothé, Paul, Romain,

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Conducteur

Résidence de service . . . . . : Amiens

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 28 Janvier 1919

Date et lieu de naissance . . . . . : 14 Avril 1898 à MONTAUBAN (Garonne)

Domicile civil . . . . . : 175, Rue de Boutillerie à AMIENS (Somme)

Situation de famille . . . . . : Marié, 1 enfant de 12 ans

Qualités professionnelles . . . . . : Assure normalement son service.

Services militaires  
(grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . : 2 ans au 58 Régiment de Dragons 1911 à 1913 et  
campagne de 1914/1918.

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( . . . . . : 1er Mai 1942 à 23 heures.

Date de l'arrestation . . . . . : sont actuellement inconnus. GOURDAIN a déjà été  
incarcéré du 7 au 9 Mars 1942 à la suite de faits  
reprochés à son fils fusillé depuis.

Motifs de l'arrestation . . . . . :

Condamnation . . . . . :

Date, tribunal, motif . . . . . :

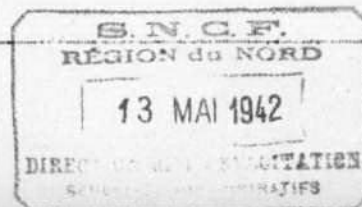
Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce . . . . . :

Lieu d'internement . . . . . :

Nom du défenseur . . . . . : 13 MAI 1942

D 1873 Service Central P

Signé : CAMBOURNAC



Dec  
D. 1873

Goulden, Jean.



S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : . . . . . : GOURDEN

Prénoms . . . . . : Jean

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Contrôleur de Gare

Résidence de service . . . . . : AULNOYE

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 22 Août 1923

Date et lieu de naissance . . . . . : 29 Juillet 1895 à KERVIGNAC (Morbihan)

Domicile civil . . . . . : 2, rue Pégond-Cité des Cheminots à AULNOYE  
(Nord)

Situation de famille . . . . . : Marié 1 enfant de 19 ans

Qualités professionnelles . . . . . : Normales

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) . . . . . : ( incorporé le 29/7/17 (Equipage de la Flotte) )

Affiliation politique (s'il y a lieu) . . . . . : ( )

Date de l'arrestation . . . . . : 4 Avril 1943 (était en congé)

Motifs de l'arrestation . . . . . : ( inconnu. Très probablement comme  
otage à la suite d'un acte de sabotage  
commis en gare d'AULNOYE le 25 Mars 1943  
(explosion d'une grue). )

Condamnation . . . . . : non prononcée

Date, tribunal, motif . . . . . : ( )

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce . . . . . : ( )

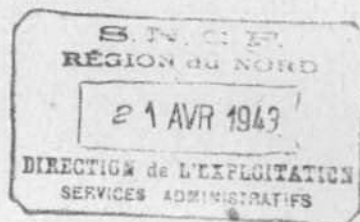
Lieu d'internement . . . . . : inconnu

Nom du défenseur . . . . . : \_\_\_\_\_

D. 1873 *SCP du Tribunal*  
*le Directeur*  
12 AVR 1943  
Signé. CHABOURNAC

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation



21 AVR 1943  
Le

DR/N.2/41  
D. N° 1873.  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant le contrôleur de Jais Gourden  
Jean d'Audouze  
que je vous ai adressée le 12 Avril 1943

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 4 Avril 1943,  
a été libéré le 10 Avril 1943 et a repris  
son service 11 Avril 1943.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

Voir  
D. N° 1873  
1873

DR/N2/41  
D 1873

20 MAI 1943

Agents incarcérés  
par les Allemands  
et libérés

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel

Suite à mes transmissions du 12 Avril 1943 des notices de renseignements concernant des agents de la gare d'AULNOYE incarcérés à la suite d'un acte de sabotage commis en cette gare le 25 Mars 1943.

Les agents ci-dessous ont été libérés et ont repris leur service :

MM. PINSON Jacques, Homme d'équipe, libéré le 17.4.43, a repris son service le 18.4.43.

PINSON Jules, Chef de manœuvres, libéré le 10.4.43, a repris son service le 11.4.43.

CASIEZ Edmond, Brigadier de manœuvres, libéré le 30.4.43 a repris son service le 1<sup>er</sup> Mai 1943.

GODERIAUX René, Commis de 2<sup>ème</sup> cl., libéré le 30.4.43 a repris son service le 1<sup>er</sup> Mai 1943.

MAHU Virgile, Chef de train, libéré le 30.4.43 a repris son service le 2 Mai 1943.

DULIEU Gaston, Conducteur, libéré le 30.4.43 a repris son service le 2 Mai 1943.

BORLIN Charles, Brigadier, libéré le 29.4.43 a repris son service le 30.4.43.

+ GOURDEN Jean, Contrôleur de gare, libéré le 10.4.43, a repris son service le 11.4.43.

*S. Berry*



D. 1873 SR2  
Gournay, Georges

att.



*Couchey Marcel*  
(Nom et Prénoms)

Chemin de Fer du Nord

CHÉMIN DE FER DU NORD  
TRACTION  
BUREAU CENTRAL  
ARCHIVES

DATE DE RADIATION  
10 juillet 1912  
(au crayon)

Acte statutaire pour les manœuvres  
(au crayon)

Résidence *La Haune*  
(au crayon)

Radiation { date du départ de la C<sup>ie</sup>  
motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

M. T. 255. Radiation 4000. 6. 34

(Nom et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

Nom : GOURNAY

Prénoms : Georges, Maurice, Albert

Grade à la S.N.C.F. : Contonnier principal

Résidence de service : BRAUVAIS

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1er Janvier 1922

Date et lieu de naissance : 5 Avril 1896 à QUAREUXPIRE (Nord)

Domicile civil : 6, Impasse de l'Abattoir, BRAUVAIS (Oise)

Situation de famille : Marié, 5 enfants de 34, 29 (1er mariage de la femme) et 23 ans.

Qualités professionnelles : Bonnes

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : { Ajourné en 1915. Classé Service auxiliaire le 15.6.1916.  
5ème Génie - Libéré le 21/6/1919.

Affiliation politique (s'il y a lieu) : { Néant à notre connaissance.

Date de l'arrestation : 4 août 1944 à 23 heures.

Motifs de l'arrestation : { Inconnus.  
Les démarches vont être faites auprès des autorités allemandes pour connaître le motif de l'arrestation.

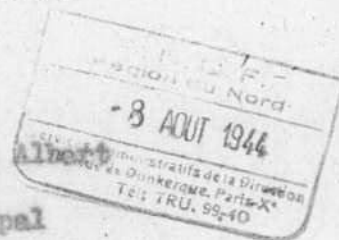
Condamnation : {

Date, tribunal, motif : {

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : {

Lieu d'internement : Inconnu.

Nom du défenseur : {



1873

8 AOUT 1944

SEP 1944  
Le Directeur  
D. Berry

Libéré a repris son service



Paris, le 7 septembre 44

au Secrétaire et au Personnel



Confidentiel

Monsieur ROUSSEL,

VB.N.gp-3/2

cf à

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. GOURNAY Georges, cantonnier principal à Bennevois, arrêté par les autorités allemandes, le 4/8/1944, une allocation mensuelle correspondant à la moitié de sa rémunération, et ce, depuis la date de mise en état d'arrestation de l'intéressé.

L'imputation est à faire au chapitre 1er, article 18, paragraphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à prendre à l'égard de l'intéressé :

- les retenues pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Prévoyance devront être opérées, lesquelles seront versées à ces caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

10 Chef de la...  
10 Secrétaire et au Personnel

11-9  
u marty

Lib. 1873. (LRE)  
Gouverneur Gaston

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



GOUVERNEUR

Nom ..... *Gaston*

Prénoms ..... *Auxiliaire de la Surveillance*

Grade à la S.N.C.F. .... *MARCK (442<sup>e</sup> district)*

Résidence de service ..... *11.12.1941*

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... *25.9.1923 à CALAIS (P. de C)*

Date et lieu de naissance ..... *OFFEKERQUE, rue du Fort Mahon (P. de C)*

Domicile civil ..... *Célibataire*

Situation de famille ..... *Bon agent*

Qualités professionnelles ..... :

Services militaires ..... *Néant*

(grade, campagnes, citations, blessures) {

Affiliation politique (s'il y a lieu) { *Aucune affiliation politique connue*

Date de l'arrestation ..... *16.6.1944*

Motifs de l'arrestation {

Condamnation ..... :

Date, tribunal, motif {

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce {

Lieu d'internement ..... :

Nom du défenseur ..... :

*Libéré le 6.9.1944.*

*27 JUL 1944*

*SCP No 1017*  
*P. V. Directeur*  
*Signé: OUDOT*

Lille, le 1er Août 1944.

Ve4-MI

Monsieur LATOUCHE  
Ingénieur Principal  
Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. à LILLE

Le 20-7-1944 je vous ai tenu au courant de l'arresta-  
tion par les Autorités allemandes de l'auxiliaire  
GOUVERNEUR Gaston de Marck.

Je vous informe à toutes fins-utiles que l'intéressé  
a été transféré à la prison de Loos.

Votre bien dévoué,  
Le Chef d'Arrondissement

---

Lille, le 1er Août 1944.

COPIE à Monsieur PARADIS, Chef de la Subdivision du  
Secrétariat et du Personnel à Paris

pour le tenir au courant.

Nous avons pu apprendre que cet agent avait été arrêté  
le 16 Juin vers 16 heures par la Feldgendarmarie de Calais,  
chez une dame Veuve Delrue, résidant à Marck rue Saison.

P/Le Chef d'Arrondissement

.....

---

Paris, le 17. Août 1944.

VB.N.gp.B2

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
pour le tenir au courant.



Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*

25  
30/8/44 9

21/8  
un mart  
attent  
Conduite



Exploitation  
Liaison permanente  
avec l'E.B.D. Lille

Lille le 8 août 1944

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de la Voie à LILLE

Vos lettres Va. 4 MI des 20/7 et 1/8 concernant l'auxiliaire (garde-barrières) GOUVERNEUR Gaston, de Marck, mis en état d'arrestation par les autorités allemandes le 16 juin dernier.

Par note 3 P. Ib Pos du 5 courant dont copie ci-jointe l'E.B.D. Lille nous informe que cet agent a été condamné par le Tribunal de l'O.F.K. 670 à 6 mois d'emprisonnement pour avoir écouté des postes émetteurs ennemis; la peine prendra fin le 16 janvier 1945.

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. Lille  
"Latouche"

E.B.D. Lille  
3 P Ib Pos  
St L III 205/44

Lille le 5 août 1944

Objet : Affaire GOUVERNEUR  
Votre lettre du 25/7/44

GOUVERNEUR a été condamné par le Tribunal de l'OFK 670 à 6 mois d'emprisonnement pour avoir écouté des postes ennemis.

Commencement de la peine : 17/7/1944

Fin de la peine : 16/1/1945

Va4-MI  
GOUVERNEUR Gaston  
auxiliaire arrêté par les A.A.

Lille le 14 août 1944

Copie à Monsieur PARADIS,  
Chef de la Subdivision du Secrétariat et  
du Personnel à PARIS

pour information, suite à ma note du 1er août 1944.

P/Le Chef d'Arrondissement

.....

V.B.N.-GP-B2

Paris, le 4 septembre 1944

Copie à Monsieur le Chef des Services administratifs,  
pour le tenir au courant.



Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.

11 9  
m. martens

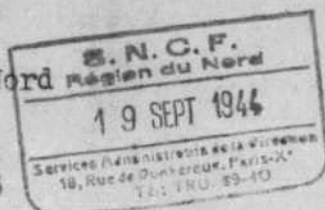
Reçu le 6.9.1944.

S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41

D.n° 1873



19 SEPT 1944

~~Libération d'Agent~~  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

Suite à la fiche de renseignements concernant l'auxiliaire garde-barrières GOUVERNEUR, Gaston, de MARCK, que je vous ai adressée le 27 juillet 1944.

Cet agent, incarcéré par les autorités d'occupation depuis le 16 juin 1944 a été condamné par le tribunal de l'O.F.K. 870 à 6 mois d'emprisonnement "pour avoir écouté des postes émetteurs ennemis."

/ Le Directeur,

Signé: OUDOT

1873

822

Gruwez, Teinand.

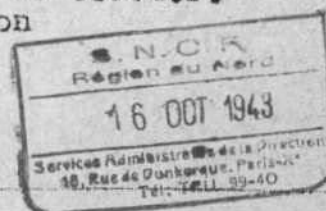
Handwritten notes in the top right corner, including a large 'C' and some illegible text.



S.N.C.F.

Région d. NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM . . . . . : CRUVEZ  
Prénoms . . . . . : Fernand, Henri  
Grade à la S.N.C.F. . . . . : FEN  
Résidence de service . . . . . : WATTIGNES-TEMPLEMARS  
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 30/1/1937  
Date et lieu de naissance . . . . . : 1er Juillet 1908 à LILLE  
Domicile civil . . . . . : TEMPLEMARS, 106 rue Jules Guesde (Nord)  
Situation de famille . . . . . : Marié le 11-4-1932 - 1 enfant de 9 ans  
Qualités professionnelles . . . . . : Bonnes  
Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . : 15-5-1928 - Engagé par devancement d'appel  
4ème Spahis  
10-10-1929 - libéré  
2-10-1939 - Mobilisé - 13-11-1939 - Démobilisé  
Affiliation politique  
(s'il y a lieu). . . . . :  
Date de l'arrestation . . . . . : 4 Octobre 1943 à son domicile  
Motifs de l'arrestation . . . . . : inconnu.  
Condamnation . . . . . :  
Date, tribunal, motif . . . . . :  
Eléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . . :  
Lieu d'internement . . . . . :  
Nom du défenseur . . . . . :

D. 18/16 OCT 1943

SCP aux Services  
de Sécurité  
Signé : CAMBOURNAC

500 ex.



Le Chef de la Subdivision de Paye  
*Dranguy*

13 OCT 1943

EX.M.SP. 4 A/1  
 D.56.814

P.9 du 4-10-1943



Arrestation par les Autorités  
 Allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
 de l'Exploitation de L I L L E

Suite à votre lettre rappelée ci-contre concernant le Facteur Enre-  
 gistrant GRUWEZ, Fernand, de WATTIGNIES-TEMPLEMARS, qui est absent de son  
 service depuis le 4 Octobre 1943 du fait de son arrestation par les Auto-  
 rités allemandes.

J'interviens auprès de M.le Chef de la Subdivision de la Comptabilité  
 M.T. pour la suppression des appointements de GRUWEZ à compter du 4 Octo-  
 bre 1943, mais à partir de cette date et jusqu'à ce que nous connaissions  
 le motif de son arrestation, cet agent recevra une allocation fixée provi-  
 soirement à la moitié de ses appointements augmentée, s'il y a lieu, des  
 allocations familiales.

*15/10  
 w. w. w.*  
 Sur cette allocation, qui sera payée à Mme GRUWEZ, domiciliée 106 rue  
 Jules Guesde à TEMPLEMARS (Nord), devront être opérées les retenues pour  
 Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance, lesquelles retenues seront  
 versées à ces Caisses. L'allocation subira également les retenues fiscales  
 et sera déclarée au Fisco.

D'autre part, cette absence n'aura aucune répercussion sur l'avance-  
 ment en grade et en échelon, sur le congé annuel et la prime de fin d'an-  
 née mais celle-ci sera mise en réserve et non payée aux ayants-droit si  
 l'agent n'est pas libéré au moment du paiement des primes de fin d'année.

Enfin, je vous précise que pendant l'absence de GRUWEZ sa famille con-  
 servera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures d'Economat  
 et à l'approvisionnement en combustibles.

Signé: DELANNOY

PS- Je demande également à M.le Chef de la  
 Subdivision de la Comptabilité M.T. de  
 faire verser à M.GRUWEZ le montant des  
 sommes acquises par son mari au titre ap-  
 pointements pour la période du 1er 1943

E.B.D.LILLE

3 P 2

St L IIL72/43

COPIE

Lille le 1er Novembre 1943.

A la Liaison Permanente S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE.

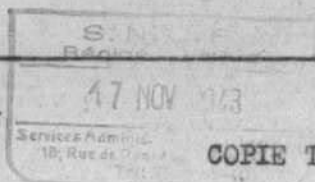
Objet : Arrestation du Facteur Enregistreur Gruwez  
de Wattignies.  
Lettre P 1 du 19.10.1943.

Gruwez a été arrêté pour action anti-allemande.  
L'enquête est encore en cours; des renseignements plus  
précis ne pourront être donnés qu'après enquête.  
s. : Dr Fenwarth.

EX.N.gp. 4 A/1

D.56.814

Arrestation par  
les Autorités  
Allemandes.



16 NOV 1943

COPIE TRANSMISE à

Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,

Comme suite à ma lettre même référence du  
13 Octobre 1943 concernant le Facteur Enregistreur  
GRUWEZ, Fernand de WATTIGNIES-TEMPLEMARS qui est  
absent de son service depuis le 4 Octobre 1943  
par suite de son incarcération par les Autorités  
allemandes.

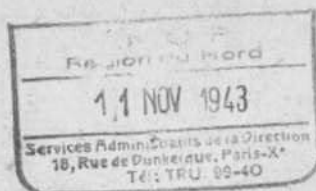
Le Chef de la Subdivision du Personnel

*R. Leray*

17 11  
le Marty

Copie pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction

/ Le Chef de la Subdivision du Personnel



*Diaw*

10 NOV 1943

Monsieur LATOUCHE  
Ingénieur Principal  
Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE

EX.N.gp.4 A/1  
D.56.814

-----  
Arrestation par  
les Autorités  
allemandes  
-----

Par lettre même référence du 13 Oc-  
tobre 1943, je vous ai prié d'intervenir  
auprès de l'E.B.D. LILLE en vue de connaître  
le motif de l'arrestation par les Autorités  
allemandes le 4 Octobre 1943 du Facteur  
Enregistreur GRUWIZ, Fernand, de WATTIGNIES-  
TEMPLÉMARS.

*11/11*  
*invariant*

Je vous serais obligé de me communi-  
quer le résultat de votre démarche.

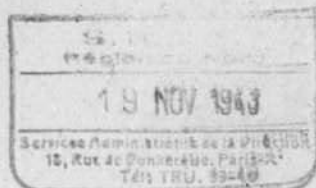
Signé: DELANNOY



S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41  
D 1873



19 NOV 1943

Agent incarcéré par  
les Allemands. Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel  
(Service des Prisonniers)

Suite à ma transmission du 16  
octobre 1943 d'une notice de renseigne-  
ments concernant le facteur-enregistreur  
GRUWEZ, Fernand, de WATTIGNIES-  
TEMPLEMARS.

L'E.B.D. LILLE, auprès de qui nous  
étions intervenus, nous fait connaître  
que l'intéressé a été arrêté pour ac-  
tion anti-allemande. L'enquête est  
encore en cours; des renseignements  
plus précis ne pourront être donnés  
que lorsque celle-ci sera terminée.

P. Le Directeur,

Signé: OUDOT

E.B.D. LILLE

3 P 2

LILLE, le 22 Décembre 1943

A la Liaison Permanente S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE

OBJET .- Arrestation du Facteur enregistrant GRUWEZ à WATTIGNIES .  
Votre lettre P 1 du 15/12/1943.

Ainsi que nous vous avons déjà informés par notre lettre 3 P 2 du 1er Novembre 1943, GRUWEZ a été arrêté pour conduite anti-allemande. Dès que l'enquête sera terminée, nous vous donnerons, dans la mesure du possible, d'autres renseignements.

signé : Dr\_FENWARTH.

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,

Ci-joint, copie des renseignements fournis par  
l'E.B.D. LILLE.

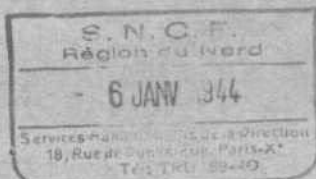
*Le Chef de la Subdivision du Personnel*

*Wmarty*

- 5 JAN 1944

EX.E.sp.4 A/1  
D. 96.814

Arrestation par les  
Autorités allemandes



Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de LILLE .-

Suite à ma lettre même référence du 13 Octobre  
1943, concernant le facteur enregistrant GRUZZE,  
Fernand, de WATTIGNIES-TEMPLEVAUX, qui est absent de  
son service depuis le 4 Octobre 1943 du fait de son  
arrestation par les Autorités allemandes.

Etant donné les renseignements fournis par  
l'E.B.D. LILLE sur le motif de l'arrestation de  
GRUZZE, il a été décidé de porter de la moitié aux  
3/4 des appointements de cet agent, l'allocation  
que nous avons décidé de faire verser à sa famille  
et je prie M. le Chef de la Subdivision de la  
Comptabilité M.F. de faire le rappel nécessaire.

Signé: DELANNOY

671

*Wmarty*



COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction  
en l'informant que GRUWEZ a été libéré le  
21 Juin 1944

*Le Chef de la Subdivision du Personnel*

*Chevalier*



13 JUIL 1944

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.,

EX.N.g.p. 4 A/1  
D. 56.814

Suite à ma lettre même référence  
du 13 Octobre 1943.

Arrestation par  
les Autorités  
allemandes

Le Facteur Enregistreur GRUWEZ,  
Fernand, de Wattignies-Templmars, qui  
était absent de son service depuis le 4  
Octobre 1943 du fait de son arrestation  
par les autorités allemandes, s'est remis  
à disposition de sa gare d'attache le 22  
Juin 1944.

Prière de lui rétablir ses appoin-  
tements à compter du 22 Juin 1944.

Signé : CHEYRIER

17 JUL 1944

Services Administratifs de la Préfecture  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél. TRU. 93-40

S.N.C.F.

le 17 JUL 1944

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant le facteur enregistrant

Gruwez Fernand de Wattignies.  
Templemarais.  
que je vous ai adressée le 16 Octobre 1943.

Cet agent, incarcéré par les 'utori-  
tés d'occupation depuis le 4 Octobre 1943  
a été libéré le 21 Juin 1944  
et a repris son service le 22 Juin 1944

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

COPIE à MM. LECOEUR - COLLET - CAREL

M. le Chef des Services Administratifs  
de la DirectionM. le Chef de l'Arrondissement de  
l'Exploitation de LILLE

9 SEP 1944



Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX.N.g.p.4A/1  
D.56.814

Monsieur le Chef de la Subdivision

Arrestation par  
les Autorités  
allemandes

de la Comptabilité M.T..

Suite à mes lettres même référence des 5 Janvier et 13 Juillet 1944 concernant le Facteur enregistrant GRUWEZ Fernand, de WATTIGNIES-TEMPLE-MARS qui a été éloigné de son service du 4 Octobre 1943 au 21 Juin 1944 inclus du fait de son arrestation par les Autorités allemandes.

Etant donné qu'aucun motif d'inculpation n'a été retenu contre cet agent, il a été décidé de porter à la totalité de sa rémunération l'allocation que nous avions fixée aux 3/4 de cette dernière lors de l'incarcération de GRUWEZ.

Je vous serais obligé de faire payer à GRUWEZ le complément d'allocation pour la période du 4 Octobre 1943 au 21 Juin 1944 inclus.

Signé: DELANNON



Oct. 1873

See

Guernsey, Cristide

S.N.C.F.

Région **d Nord**

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

30 5  
un Marty

**Premiers renseignements fournis téléphoniquement par le 3ème Arrt Ton  
à Amiens le 19.5.43**

NOM : **GURIN**  
Prénoms : **Aristide**  
Grade de la S.N.C.F. : **aide-ouvrier**  
Résidence de service : **La Tréport (Ton)**  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : **12.10.1936**  
Date et lieu de naissance : **16.2.1909 à Paris (108)**  
Domicile civil : **Mers-les-Bains, 39, rue Pasteur (Somme)**  
Situation de famille : **Marié, 2 enfants: 4 a - 3 a**  
Qualités professionnelles : **M 1**  
Services militaires : **86 cl. 188 dragons**  
(grade, campagnes, citations, blessures) : **(8ème contingent 1929)**  
Affiliation politique (s'il y a lieu) : **nous n'en connaissons pas**  
Date de l'arrestation : **18 Mai 1943 (matinée)**  
Motif de l'arrestation : **Vol de fils de fer appartenant à**  
Condamnation : **l'armée allemande**  
Date, tribunal, motif :  
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :  
Lieu d'internement : **Prison d'Abbeville**  
Nom du défenseur :

20 MAI 1943

1873

SCP au So  
A. Driesteu  
S. Terry

S. N. C. F.

Région du NORD  
Matériel et Traction  
Subd<sup>re</sup> du Personnel

LA CHAPELLE, le 22 MAI 1943

SC

SPD. N° 5249



GUERIN Aristide - AIDE-OUVRIER LE TREPORT Ton  
INCARCERE PAR LES AUTORITES D'OCCUPATION -

Suite à ma transmission du 20/5/43 d'une  
fiche de renseignements vous avisant de son  
arrestation.

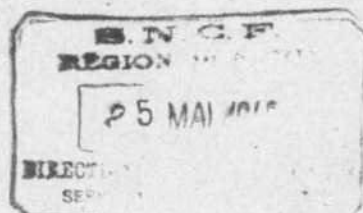
Je vous fais connaître que l'intéressé,  
libéré le 19/5 a repris son service le 20  
courant au matin.

Les motifs donnés pour justifier  
l'arrestation auraient été reconnus inexacts;  
je vous renseignerai avec plus de précisions  
dès que j'en serais en mesure.

reçu  
unmar

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Division du Personnel

S.N.C.F.  
Région Nord



Le 25 MAI 1943

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N.2/41  
D. N° 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant l'aide ouvrier Guérin

Assiste du Transport

que je vous ai adressée le 20 mai 1943

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 18 mai 1943  
a été libéré le 19 mai 1943 et a repris  
son service le 20 mai 1943

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot



1873

Dec

Guerin, Kleber

1

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : GUERIN  
Prénoms : Kléber  
Grade à la S.N.C.F. : Cantonnier Auxiliaire  
Résidence de service : CROUY  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 21/11/39  
Date et lieu de naissance : le 23 Février 1891 à Frieres Faillouel (Aisne)  
Domicile civil : CROUY (Aisne) route de Clémencin  
Situation de famille : Marié : 4 enfants âgés de 25 - 22 - 21 - 14 ans  
Qualités professionnelles : Bonnes  
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Classe 1911 - soldat de 2° Cl. 36° R.I.  
A fait la campagne 1914 - 1918  
Blessé le 6 Juillet 1916 à FLEURY (Meuse) par éclat d'obus.  
Affiliation politique ( s'il y a lieu ) : Néant  
Date de l'arrestation : 23 Juillet 1943  
Motifs de l'arrestation : Vol d'outils à Entreprise travaillant pour le compte des autorités allemandes  
Condamnation : 10 mois de prison  
Date, tribunal, motif : 13 Août - Tribunal Allemand à Laon  
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : Néant  
Lieu d'internement : Laon - Maison d'arrêt  
Nom du défenseur : néant - 1 SEP 1943

51873

Libéré le 25 juin 1944.

(n'a pas repris son service à la S.N.C.F.)

SCP - Mr. Division  
Le Directeur

Signé : CAMBOURNAG



Report d'enquête de  
Monsieur Renoux Chef de District  
à Soissons.

Le 24 juillet 1943, j'ai été avisé par  
Monsieur Senoble Albert chef de Canton de Crouy,  
que la police allemande de Soissons avait  
perquisitionné le 23 juillet dans la soirée  
au domicile de Monsieur **Gervin Kléber**  
cantonnier auxiliaire.

Des renseignements que j'ai pu obtenir  
il résulte que par suite de la découverte d'outils  
appartenant à des entrepreneurs travaillant pour  
les autorités allemandes la police a procédé à  
l'arrestation immédiate et conduit à la prison  
de Soissons.

Monsieur **Gervin Kléber** a été embauché  
le 28.11.39. Il est né le 23/1/1891 à Triches Fardoul  
hameau localité Route de Clémency à Crouy (Aisne).  
J'ajoute d'avoir de ne plus occuper d'intérêt.

V D/Nva 3

Arrestation de  
l'aux<sup>e</sup> **Gervin Kléber**  
de Crouy par les  
autorités allemandes  
Vol d'outils

Soissons, le 13 Août 1943

Le Chef de District,

Transmis à Monsieur **Paradis**

avec fiches habituelles pour le tenir au courant.

J'ai fait remarquer au Chef de District  
qu'il aurait dû m'aviser dès l'arrestation de cet  
auxiliaire.

S. Gervin le 21.8.43

23 AGUT 1943

L'Ingénieur de la Vole

*[Signature]*

Rapport d'enquête de  
Monsieur Renoux Chef de District  
à Soissons.

Le 24 juillet 1943. J'ai été avisé par  
Monsieur Senoble Albert chef de Canton, Crouy,  
que la police allemande de Soissons avait  
perquisitionné le 23 juillet dans la soirée  
au domicile de Monsieur Georgy Kléber  
cantonnier auxiliaire.

Des renseignements que j'ai pu obtenir  
il résulte que par suite de la découverte d'outils  
appartenant à des entrepreneurs travaillant pour  
les autorités allemandes, la police a procédé à  
l'arrestation immédiate et conduit à la prison  
de Soissons.

Monsieur Georgy Kléber a été embauché  
le 28.11.39. il est né le 23/4/1891 à Tréves, Farillon  
-hanc, Route de Clémency à Crouy (Aisne).  
J'ai eu l'avis de ne plus occuper d'intérêt.

VB/Nva 3

Arrestation de  
l'aux<sup>e</sup> Georgy Kléber  
de Crouy par les  
autorités allemandes  
Vol d'outils

Soissons, le 13 Août 1943

Le Chef de District,

Transmis à Monsieur Paradis

avec fiches habituelles pour le tenir au courant.

J'ai fait remarquer au Chef de District  
qu'il aurait dû m'aviser dès l'arrestation de cet  
auxiliaire.

St. Quentin le 21.8.43

L'Ingénieur de la Voie

23 AOÛT 1943



Saint-Quentin, le 28 avril 1945 /

VB/ N va<sup>3</sup>

Monsieur PARADIS,

Votre note gp. B2 du 5 courant ci-jointe en retour.

Je vous ai renseigné le 19 avril en ce qui concerne l'auxiliaire DEFOSSÉ, Gaston, de Tergnier.

Quant à l'auxiliaire GUERIN Kléber, mon Service local m'avise qu'il a été libéré le 25 juin 1944.

L'intéressé n'a pas repris son service à la S.N.C.F.

Il travaille depuis le 9 septembre 1944 à l'Entreprise ROMANO, 44, rue de Château-Thierry à Soissons (Aisne)

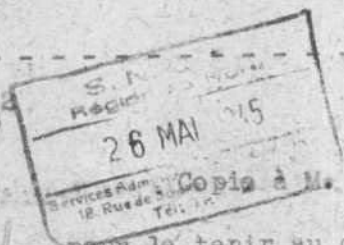
Dans ces conditions, l'attribution d'un secours ne s'impose pas.

L'INGENIEUR DE LA VOIE,

FRAILLION

VB/N gp B

25 mai 1945



Copie à M. le Chef des Services Administratifs

Pour le tenir au courant de la libération de l'auxiliaire GUERIN Kléber, qui avait été incarcéré le 23 juillet 1943 par les Allemands.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.

*Handwritten notes:*  
Vinde note  
Carb el d'ordonn  
qui donne  
d'ordonn  
7



31 MAI 1945

F

DR/N.2/41  
D. 1873  
Libération d'un  
ex agent incarcé-  
ré par les Alle-  
mands.

Monsieur le Directeur  
du Service Central du  
Personnel  
Ière Division.

Je suis avisé que le cantonnier  
auxiliaire GUERIN, Kléber, de CROWY,  
incarcéré par les allemands le 23  
Juillet 1943 a été libéré le 25 Juin  
1944.

L'intéressé n'a pas repris son  
Service à la S.N.C.F. et travaille  
dans une entreprise privée.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

S.N.C.F.

Région du Nord

Service V.B.

Liste des agents déportés en Allemagne  
qui sont libérés à la date du 28 mai 1945

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Date de rentrée en France
GUERIN Kléber	cantonnier auxil.	District de Soissons	25 juin 1944, n'a pas repris son service à la S.N.C.F.
DEFOSSE Gaston	auxiliaire	" Tergnier	29 mars 1943, n'a pas repris son service à la S.N.C.F.
HOLLANDE Pierre	cantonnier Princ.	" Vitry-en-Artois	19 avril 1945
ROBIDET René	auxiliaire	" - d° -	21 - -
LESTURGIE Marcel	cantonnier	Section de Charonne	25 - -
LANTREMANGHE Jean	4333 manoeuvre	Atelier-Voie Moulin-Neuf	27 - -
DIART Charles	auxiliaire-cant.	District de Valenciennes	27 - -
DROUART Ernest	S/chef canton	" d'Avesnes	27 - -
HAQUART Daniel	atle-ouvrier SE	" Montdidier	29 - -
LAHAËYE Robert	auxil.-cantonnier	" Dunkerque	30 - -
OBJOIS André . 3495	ouvrier 2 <sup>ème</sup> cl.	" Roye	1 <sup>er</sup> mai -
DENIVELLE Armand	1424 cantonnier	" Ermont	4 - -
BLANCHART Maurice	-d°- SE	" Arras	6 - -
MOISY Marcel	auxiliaire	" Arras	7 - -
DAMART René	Contrôl.Ent-Bâtiment	" Béthune	9 - -
LAIGLE Maurice	auxiliaire SE	" Hirson	10 - -
LEMOR André D.3561	mineur aide-ouvr.	Atelier-Voie Moulin-neuf	10 - -
CLERY Albert	auxiliaire	- d° -	11 - -
MASSON Georges	gardien CA des Cités	District d'Arras	15 - -
ZUTTERMAN Félix	cantonnier	" d'Haubourdin	15 - -
FEBWIN René	- d° -	" de Lens	15 - -
RIGAUD René	manoeuvre	Atelier-Voie Moulin-Neuf	17 - -

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Date de rentrée en France
PFRIMMER Alfred	Chef de groupe	1er Arront <sup>t</sup> VB à Paris	21 mai 1945
BORDES Albert	auxiliaire	District de Le Bourget	22 - -
PENON René D.456	cantonnier	Section de la Chapelle	23 - -
PERRIN Pierre	aide-ouvrier SE	District de St-Denis	24 - -
<sup>B</sup> DELVAL Eugène	cantonnier Ppal	" de Longueau	25 - -
Melle LECLEZIO Suzanne	assistante sociale	Paris	25 - -

11 Juil 1945  
Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*Signé: Paradis*

Monsieur le Chef des Services Administratifs.



Oct. 1873

(SR2)

Guerin, Marcel

att  
Cl

Coty

(Nom de Prénoms)

Julien



DATE DE NAISSANCE

27 Novembre 1899

Titre statulaire: Chauffeur de route  
(au crayon)

Résidence: Lerguier  
(au crayon)

Radiation

(date du départ de la C<sup>ie</sup> :)

(motif :)

N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'Entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'Entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'Entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'Entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

Format : Mod. 955. 1000. 6. 1922.

(Nom de Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.



S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

S.N.C.F.	
Région du Nord	
- 8 AOUT 1944	
LIEU DE DETENTION	
LIEU DE DETENTION	
LIEU DE DETENTION	

NOM: ..... **GUERIN**

Prénoms ..... **Marcel, Robert**

Grade à la S.N.C.F. .... **Employé**

Résidence de service ..... **COMPIEGNE**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... **16 Décembre 1936**

Date et lieu de naissance ..... **25 Octobre 1912 à COMPIEGNE (Oise)**

Domicile civil ..... **16 Rue André Moyer à MARGNY-les-COMPIEGNE (Oise)**

Situation de famille ..... **Marié; 2 enfants âgés de 6 ans et 3 mois**

Qualités professionnelles ..... **Bon employé**

Services militaires ..... **1er sapeur au 3ème Génie**  
(grade, campagnes, citations, blessures) ..... **Campagne 1939/40 du 3/9/39 au 24/7/40**

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... **Néant**

Date de l'arrestation ..... **3 Mai 1944**

Motif de l'arrestation ..... **Inconnu**

Condamnation ..... **Incarcéré - N'a pas encore comparu devant le tribunal allemand**

Date, tribunal, motif ..... **"**

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce ..... **Agent très calme s'occupant activement de cultiver ses jardins pour assurer le plus de bien-être à sa famille, aucun geste de sa part ne justifie son arrestation**

Lieu d'internement ..... **Maison d'arrêt de COMPIEGNE**

Nom du défenseur .....

Libéré le 10.6.45  
Remis à disposition  
le 18.9.45  
Malade

Démarche en cours auprès d. l'E.B.D. pour libération

1873

- 8 AOUT 1944

Le Secrétaire  
J. Berry

S.N.C.F.

Région du Nord

Service : M.T.

44 Arront. Traction

~~97~~ème liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

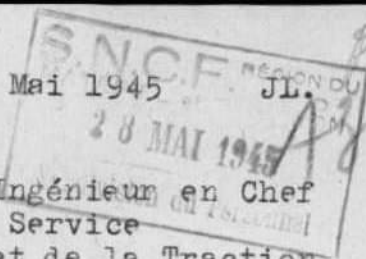
Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de libération	de reprise de service
GUERIN Marcel	Employé	Compiègne	DACHAU	10.5.45 puis hospitalisé en Allemagne	Remis à disposition le 28.9.45 malade
<i>II R. N2. H1. D. 1873.</i>					
<i>Service Central du Personnel. Sous-Direction des Prisonniers et Déportés Rapatriés</i>					
<i>Le Directeur</i>					
<i>Signé : OUDOT</i>					
16 OCT 1945					



Bu

St-Quentin, le 25 Mai 1945

JL



Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
"Subdivision du Personnel"  
à LA CHAPELLE

A 23I/24 Bis A

AGENTS DEPORTES EN ALLEMAGNE -

Suite à votre lettre A3 n° 2249 du  
29.I.45.

Je suis avisé par le dépôt de  
COMPIEGNE que Mme GUERIN, -femme de l'EM  
GUERIN Marcel, de ce dépôt, arrêté par  
les autorités allemandes le 3.5.44 et  
déporté en Allemagne, a reçu une lettre  
de son mari qui est actuellement soigné  
à l'hôpital américain - section françai-  
se - du camp de DACHAU.

D'après cette lettre il est à crain-  
dre que la santé de GUERIN soit compro-  
mise : il se déclare en effet être assez  
faible et peser 48 Kgs.



L'Ingénieur de la Traction  
Chef du 4ème Arrondissement,

Transmis à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
à Paris

Pour le tenir au courant.

La Chapelle, le

L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Subdivision du Personnel

1 JUIN 1945

L. 1873 (L.R.<sup>2</sup>)  
Guéry, Daniel



(Nom et Prénoms)

MT 955

DATE DE NAISSANCE *1904* *acte statutaire*  
(en crayon)  
Résidence \_\_\_\_\_

Residence

(au crayon)

Fives

# Radiation

date du départ de la Cie

motif

(Moni et Breuonno)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.



S.N.C.F.  
Région Nord  
---  
Traction  
4ème Arrondissement  
---

Renseignements à fournir  
en vue d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation.

NOM . . . . . : GURRY  
Prénoms . . . . . : Dentel Lucien  
Grade à la S.N.C.F. . . . . : aide-ouvrier ajusteur  
Résidence de Service . . . . . : AULNOYE  
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 4.11.36  
Date et lieu de naissance . . . . . : 15.12.19 à Pont-sur-Sambre (Nord)  
Domicile civil . . . . . : 89, rue de querson - PONT-SUR-SAMBRE  
Situation de famille . . . . . : Célibataire  
Qualités professionnelles . . . . . : Normales  
Services militaires . . . . . : { 13.10.36 } 45 e R.I.  
(grade, campagne, citations { 13.10.38 }  
élévures) . . . . . : { 2.1.39 au 24.8.40 : Mobilisé  
P.S. en congé de captivité  
Affiliation politique (s'il y a {  
lieu) . . . . . : { Inconnue  
Date de l'arrestation . . . . . : 24.8.44 vers 9 h 00  
Motif de l'arrestation . . . . . : { Vol commis dans un train de ravitail-  
lement allemand en stationnement en gare  
d'Aulnoye.  
Condamnation . . . . . :  
Date, tribunal, motif . . . . . : {  
Eléments de toute nature suscep- {  
tibles de justifier un recours en {  
grâce . . . . . : {  
Lieu d'internement . . . . . : {  
Nom du défenseur . . . . . : {

6 JUIL 1944

Relâché le 27.6.44

L. 1873

JCP Ma Son  
Ducteur

Signé : LEMAIRE

Oct. 1873

(Dr 2)

Guides, Andie.

1



S.N.C.F.

**NORD**

Région d \_\_\_\_\_

-:-:-

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation  
-:-:-:-

**GUIDE 2**

NOM : ..... : **André - Edmond**

Prénoms..... : **Emile auxiliaire-manoœuvre**

Grade à la S.N.C.F..... : **TERGNIER**

Résidence de service ..... : **13 Septembre 1943**

Date d'entrée à la S.N.C.F..... : **20 Août 1926 à ESCAUDOEUVRES (Nord)**

Date et lieu de naissance ..... : **1, Rue Pasteur à FARCHIERS. (Aisne)**

Domicile civil..... : **Célibataire**

Situation de famille..... : **Normales**

Qualités professionnelles..... : **MEANT**

Services militaires..... ( .....  
(grade, campagnes, citations,  
blessures)..... )  
.....  
.....

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( **Appréhendé à l'Atelier le 13.I.44 à**  
..... **17h.30 par le Commissaire de Police de**  
..... **TERGNIER et 2 Inspecteurs. Emmené le**  
..... **même jour à ST-QUENTIN par les policiers**  
..... **allemands qui se sont présentés au Camis**  
..... **seriat dans la soirée.**  
..... **MOTIF inconnu jusqu'à présent.**  
..... )

Date de l'arrestation..... : .....

Motif de l'arrestation..... : .....

Condamnation..... : .....

Date, tribunal, motif..... ( .....  
..... )

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce..... ( .....  
..... **ST-QUENTIN** ..... )

Lieu d'internement..... : .....

Nom du défendeur : **Camournag** Nous intervenons auprès du Service de Surveillance allemand  
des ateliers de TERGNIER en vue de connaître le motif de la  
mesure prise à l'égard de l'intéressé.

D. 1873

27 JAN 1944

SCP *Camournag*  
Le Directeur

Signé : CAMBOURNAG



Terquien le 15.1.1934

N°

Monsieur Kœllefort  
Chef d'Atelier Principal

J'ai l'honneur de vous rendre compte,  
que suite à l'arrestation dans la soirée  
du 13 courant, par la Police de l'État,  
de l'agent Guider André auxiliaire  
marcheur à Terquien, cet agent se trouvant  
en absence son autorisée depuis le 14 c. s.

Je me suis rendu ce soir au domicile  
de l'intéressé, 1 Rue Palfen à Terquien,  
ayant vu la mère de ce dernier, elle  
m'a pu me fournir aucun renseigne-  
ment au sujet de son fils, n'étant  
pas revenu chez lui depuis le 13 c. s.

D'autre part me tenant rendu ensuite  
au Commissariat de Terquien, j'ai appris  
que cet agent, avait été emmené dans  
la même soirée par la Police Allemande  
et fut dirigé sur S. Quentin.

S. S. V. I.

Je n'ai pu obtenir aucun renseignements  
sur le motif de son arrestation.

Le Chef Surveillant

Starling

AL/P.

TERGNIER, le 20 JANVIER 1944.



P. N° 623.

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Subdivision du Personnel)  
à LA CHAPELLE.

GUIDEZ André, Mineur auxiliaire-manoœuvre à TERGNIER -  
ARRESTATION PAR LES AUTORITÉS ALLEMANDES -

Le 13 Janvier 1944, vers 17h.30, le Commissaire de Police de TERGNIER, accompagné de 2 Inspecteurs s'est présenté aux Ateliers de cette localité et a demandé à voir GUIDEZ pour l'interroger.

Cet auxiliaire est ensuite parti avec les policiers.

GUIDEZ ne s'étant pas représenté au travail le lendemain, le Chef Surveillant de ronde MARTIN s'est rendu à son domicile I, Rue Pasteur à FARGNIERS (Aisne) où la mère de l'intéressé lui a déclaré que son fils n'était pas reparu chez elle depuis la veille.

Poursuivant son enquête, le Chef Surveillant s'est rendu au Commissariat de Police de TERGNIER où il lui fut répondu que le 13, dans la soirée, des policiers allemands s'étaient présentés au Commissariat et avaient emmené GUIDEZ à ST-QUENTIN.

Le motif de cette arrestation est jusqu'à présent inconnu.

Ci-joint rapport du Chef Surveillant MARTIN de l'Atelier de TERGNIER.

Je vous adresse, ci-annexé, la feuille de renseignements habituelle établie en 4 exemplaires, ainsi que la fiche cartonnée chamois (en double exemplaire) et vous tiendrai au courant des renseignements complémentaires que je pourrais recueillir sur cette affaire.

*Transmis à Monsieur Cudot.  
A titre de renseignement  
Ci-joint, notice de renseignements*

24 JANV 1944  
Chef de la Subdivision du Personnel



L'Ingénieur  
Chef de l'Arrondissement  
du Matériel,

*Louis*

*25/1/44  
un motif*



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNELServices Personnels  
18, Rue de Dunkerque  
Tél. : TRU. 99-40

Paris, le

20 Oct. 1945

I  
DIVISIONSection des Prisonniers  
et des Déportés Civils

Réf.

8, Rue de Londres (9ème)

Tél. TRI. 91-73

Monsieur le Directeur

Réf. PmN° 2235/41.912

de la Région du NORD.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que le Ministère des Prisonniers de Guerre,  
Déportés et Réfugiés, vient de nous aviser  
officieusement du décès de:

M. GUIDEZ André,  
né le 20 Août 1926, à Escaudoeuvres (Nord)  
Mineur aux manoeuvres à Tergnier,  
survenu le 22 Août 1944 à NEUENGAMME.

La famille de l'intéressé sera avisée  
directement par le Ministère.

Le Chef de Section,

DR/N2/41  
D.1873Le  
30 OCT 1945

COPIE pour M. le Chef du Service M.T.

Pour avis.

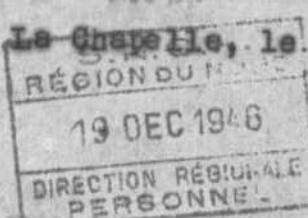
Le Directeur,

Signé: OUDOL



A.3 n° 9388

VR: DR/N2/4I  
D 1873



Monsieur le Chef des Services  
Administratifs,  
PARIS



GUIDEZ André, mineur auxiliaire manœuvre à Tergnier (3è V.W.) - Décès officiel.-

D'après un extrait du registre des actes de décès de la Mairie de Fergniers, l'intéressé est décédé le 22 août 1944 à Neuengemme (Allemagne).  
Ci-joint, lettre de condoléances à la signature de M. le Directeur.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

*TP MT  
La famille n'a été avisée officiellement  
que tardivement  
le D 1873  
88/5*

*ft copie à M.T.*

26 DEC 1946

Monsieur,

DR/NZ/41  
D 1873

J'ai été douloureusement ému par la mort de votre fils André, décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale de la Région du Nord, et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime, ainsi qu'à Madame GUIDEZ, mes sentiments de vive condoléance.

Veuillez agréer, Monsieur, avec l'hommage de mon respect à Madame <sup>Guides</sup> GUIDEZ l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur,

A Signé : HÉBERT

Monsieur GUIDEZ Noël,  
1, Rue Pasteur

FARGNIERS (Aisne)



Oct. 1873.

ARK

Guides, Jules

—

S.N.C.F.

Région d a NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : . . . . . : G U I D E Z

Prénoms . . . . . : Jules

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Aiguilleur de 1ère classe

Résidence de service . . . . . : AMIENS

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 7 Janvier 1926

Date et lieu de naissance . . . . . : 3 Avril 1922 à St-MARTIN-OSMONVILLE (S.I.)

Domicile civil . . . . . : 158, rue du Général Mangin à LONGUEAU  
(Somme)

Situation de famille . . . . . : Marié-6 enfants 17,16,15,12,10 et 8 ans

Qualités professionnelles . . . . . : Normales

Services militaires ( du 11 Mai 1922 ) 39ème Régiment d'artil-  
(grade, campagnes, citations, au 26 Juin 1923) lerie (Maître-pointeur)  
blessures) . . . . . (

Affiliation politique (s'il y a lieu) (

Date de l'arrestation . . . . . : 7 Mars 1943-Libéré le 16 Mars 1943 à 16h30  
a repris son service le 17 Mars 1943.

Motifs de l'arrestation . . . . . ( Le 7 Mars 1943, de service à la cabine 1  
d'AMIENS a, par erreur, dirigé le train 4547  
sur voie 1 des garages PV déjà occupée par  
le train 4547. Par suite de l'accostage  
brusque, 2 militaires allemands qui se  
trouvaient dans ces transports de troupes  
ont été tués et une cinquantaine blessés.

Condamnation . . . . . :

Date, tribunal, motif . . . . . (

Eléments de toute nature susceptibles ( de justifier un recours  
en grâce . . . . . (

Lieu d'internement . . . . . :

Nom du défenseur . . . . . :

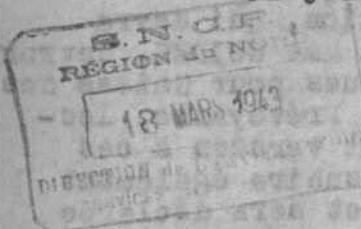
24 MAR 1943

*SCP de l'Occupation*  
*Le Directeur*  
Signé : CAMBURNAG

*D 1873*

COPIE pour M. le Chef des Services  
Administratifs de la Direction

Ci-joint fiches de renseignements.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*[Signature]*

BA.N.G.P. 4 A/1

D. 35.934

Arrestation par les  
autorités allemandes

17 MARS 1943

15/3

*[Signature]*

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

L'aiguilleur de lère cl. GUIDEZ Jules,  
d'Amiens est absent de son service depuis le  
8 Mars 1943 du fait de son arrestation par  
les autorités allemandes.

Prière de lui supprimer ses appointements  
à compter du 8 Mars 1943, mais de faire verser  
à sa femme qui est domiciliée 158 rue du Général  
Mengin à Longueau, le montant de la solde  
à laquelle il a droit pour la période antérieure  
à son arrestation.

D'autre part, GUIDEZ ayant été incarcéré  
à la suite d'un incident consécutif à une  
faute professionnelle qu'il a commise, recevra  
pendant toute la durée de son absence, en ap-  
plication de nouvelles dispositions décidées  
par le Service Central du Personnel, une allo-  
cation égale à la totalité de sa rémunération  
augmentée s'il y a lieu des allocations pour  
charges de famille.

....



Service des Contributions  
Administrative de la Direction

Un-jeune-filles de renseignements

Sur cette allocation, qui devra également être payée à Mme GUIDEZ, devront être opérées les retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance, lesquelles retenues seront versées à ces Caisses. L'allocation subira également les retenues fiscales et sera déclarée au fise.

Signé: DELANNOY

Le 10 Mars 1934

Un-jeune-filles de renseignements

Un-jeune-filles de renseignements

Un-jeune-filles de renseignements

Un-jeune-filles de renseignements

19. COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,

en lui précisant que GUIDEZ a été libéré le 16 Mars 1943  
à 16h30.

*Le Chef de la Subdivision du Personnel*



26 MARS 1943

EX.N.GP. 4 A/1

D. 35.924

Arrestation par  
les Autorités  
Allemandes.

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Suite à ma lettre même référence du 17  
Mars 1943.

*27.3*  
*uniquement*

L'Aiguilleur de 1ère classe GUIDEZ, Jules,  
d'AMIENS, qui était absent de son service de-  
puis le 8 Mars 1943 du fait de son arresta-  
tion par les Autorités Allemandes et auquel,  
ainsi que je vous l'ai indiqué, il a été dé-  
cidé de verser pendant la durée de son incar-  
cération une allocation égale à la totalité  
de ses appointements augmentés des allocations  
familiales, a été remis en fonctions le 17  
Mars 1943 après libération.

Prière de lui rétablir ses appointements  
à compter du 17 Mars 1943.

Signé: DELANNOY

S. 1873

(SRV)

Guillaume, Raymond  
(Vol D 4, 08.)

all  
reads with data  
librarian  
1873



*Bougenières* *Henri*  
(Noms et Prénoms)

CHEMIN de FER du NORD  
TRACTION  
BUREAU CENTRAL  
ARCHIVES

DATE DE NAISSANCE

7 Juillet 1895

Ordre statutaire : *Duriez Tournour*  
(au crayon)

Résidence :

(au crayon)

*Dulnoye*

Radiation

(date du départ de la Cie

motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

Exemplaire N<sup>o</sup> 933, 30000, 6, 1923.

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.



NOM . . . . . : GUILLAUME

Prénoms . . . . . : Raymond, Ernest

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Contrôleur Technique

Résidence de service . . . . . : Bureau du 3ème Arrondissement - ST-OMER

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 18.2.1924

Date et lieu de naissance . . . . . : 18 Octobre 1906 à ST-GOBERT ROUGERIES (Aisne)

Domicile civil . . . . . : 81 Rue de Théroutanne à ST-OMER (Pas-de-Calais)

Situation de famille . . . . . : Marié - 1 enfant 5 ans -

Qualités professionnelles . . . . . : Bon agent

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . : -

Affiliation politique  
(s'il y a lieu) . . . . . : Néant

Date de l'arrestation . . . . . : 9 Août 1944

Motifs de l'arrestation . . . . . : Mesures générales de représailles pour des attentats commis aux environs de MONTCORNET  
(On nous signale le 3 au 13 août 1944 inconnus, un fils de famille était venu voir sa famille à Athies sous Laon).

Condamnation . . . . . : -

Date, tribunal, motif . . . . . : -

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce . . . . . : -

Lieu d'internement . . . . . : Interné à ATHIES-sous-LAON dans un camp.

Nom du défenseur . . . . . : -

D. 1873

2 OCT 1944

Signé: DEGARDIN

250 ex.



28 SEP 1944

- MM. LECOEUR - COLLET - CAREL
- M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de ST-OMER  
Pour avis. Suite à sa lettre PI.10.236 du 21 Août 1944. M. GUILLAUME n'a-t-il pas été libéré lors des derniers événements ?
- M. le Chef des Services Administratifs de la Direction  
Ci-joint riches de renseignements.

(Le Chef de la Subdivision du Personnel)

*W. Marty*EX.N.G.P.4A/1  
D.57.870

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.,

Arrestation par les  
Autorités allemandes

Prière de faire supprimer à compter du 14 Août 1944 la solde de M. GUILLAUME Raymond, Contrôleur Technique à l'Arrondissement de l'Exploitation de SAINT-OMER, dont l'arrestation par les Autorités allemandes a été opérée à ATHIES-sous-LAON où l'intéressé se trouvait pendant un congé du 3 au 13 Août inclus.

Il sera, en compensation, attribué à l'intéressé, suivant les modalités en vigueur dont vous avez eu connaissance, une allocation fixée aux 3/4 de ses appointements augmentée s'il y a lieu des allocations pour charges de famille et payable à Mme GUILLAUME domiciliée 81 Rue de Thérouanne à ST-OMER (Pas-de-Calais) à qui vous voudrez bien faire mandater dès à présent les sommes acquises par l'agent au titre appointements pour la période du 1er au 13 Août 1944.

Je vous rappelle que la prime de fin d'année devra, le cas échéant, être mise en réserve si l'agent n'est pas libéré au moment du paiement de la dite prime.

29.9

*W. Marty*

Signé: DELANNOY



Copie pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction,

M. GUILLAUME a été libéré le 31 Août 1944.

*5/4 uny act  
avis fin 1944*  
*Le Chef de la Subdivision du Personnel*



18 OCT 1944

X.N.GP.4A/1

D. 37.870

Arrestation par  
les autorités  
allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité N.F.,

Suite à ma lettre même référence du  
28 Septembre 1944.

M. GUILLAUME, Raymond, Contrôleur  
Technique au Bureau du 1<sup>er</sup> Arrondissement  
à ST-OMER qui était absent de son service  
depuis le 14 Août 1944 du fait de son  
arrestation par les autorités allemandes,  
s'est remis à notre disposition le 1<sup>er</sup>  
Septembre 1944.

Prière de lui rétablir ses appointements à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 1944.

*by 10  
mmant*

En outre, étant donné que l'intéressé a été arrêté sans motif, il lui sera versé pendant son absence du 14 Août au 31 Août 1944 inclus, une allocation égale à la totalité de ses appointements en place de celle que nous avions fixée primitivement aux 3/4 de ces derniers.

Je vous prie de faire payer à  
M. GUILLAUME le complément d'allocation.

Signé: DELANNOY



20 OCT 1944

S.N.C.F.

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant *M. Guillaume, Raymond*  
*contrôleur technique à St Omer*  
que je vous ai adressée le *26 octobre 1944*

Cet agent, incarcéré par les autori-  
tés d'occupation depuis le *9 août 1944*  
a été libéré le *31 août 1944*  
et a repris son service *le 1er septembre 1944*

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOI

S. 1873

See

Guille, Henri



S.N.C.F.

Région d \_\_\_\_\_  
-:-:-

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation

-:-:-:-

NOM : ..... : GUILLE

Prénoms..... : Henri, Charles

Grade à la S.N.C.F..... : Surveillant de ronde

Résidence de service ..... : TERGNIER

Date d'entrée à la S.N.C.F..... : 17 NOVEMBRE 1913

Date et lieu de naissance ..... : 11 MARS 1890 à VILLERET (Aisne)

Domicile civil..... : 31, rue Guynemer à VOUEL (Aisne)

Situation de famille..... : marié - 1 enfant - 28 ans

Qualités professionnelles..... : Très bonnes

Services militaires..... (Appelé le 7.10.1911-Libéré le 4.11.13  
(grade, campagnes, citations, Caporal - 1er Régiment Zouaves  
blessures)..... )

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( Néant

Date de l'arrestation..... : 1er AOÛT 1943

Motif de l'arrestation..... ( Etait de service lors de l'acte de  
sabotage commis contre la sous-station  
électrique des Ateliers de TERGNIER  
dans la matinée du 1er AOÛT 1943.

Condamnation..... : "

Date, tribunal, motif..... ( "

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce..... ( "

Lien d'internement..... : "

Nom du défenseur..... : "

L. 1873

SR<sup>2</sup>

Guillemant, René.

9  
7



PV/ S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM : ..... : **GUILLEMANT**

Prénoms : ..... : **René, François, Aimé**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Employé**

Résidence de service ..... : **HELLEMMES (Ecole d'Apprentissage)**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **16 Février 1920**

Date et lieu de naissance ..... : **11 Mars 1901 à AIRE-sur-la-LYS**

Domicile civil ..... : **4, rue du Docteur Veraneghe à HELLEMMES**

Situation de famille ..... : **Marié, 3 enfants** { 18 ans  
16 ans  
13 ans

Qualités professionnelles ..... : **Bonnes**

Services militaires..... : **Soldat 2<sup>e</sup> Cl. 3<sup>e</sup> Génie Infirmier**  
(grade, campagnes, citations, blessures) **Appelé 10.4.1921 Libéré 13.4.23**

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... : **Néant**

Date de l'arrestation ..... : **16 Juillet 1943 à 19 heures**

Motif de l'arrestation ..... : **Renseignements sur une jeune fille de RACHES (Mireille LEROY) (recherchée par la Police allemande) dont les parents soupçonnés d'avoir caché un soldat anglais ont été arrêtés**

Condamnation ..... : **Néant**

Date, Tribunal, Motif ..... : **Néant**

Eléments d toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce ..... : **"**

Lieu d'internement ..... : **Priece de LOOS**

Nom du défenseur ..... : **"**

**GUILLEMANT a été relaché le samedi 17 Juillet à midi**

21873

Le Chef du Service  
de Truie

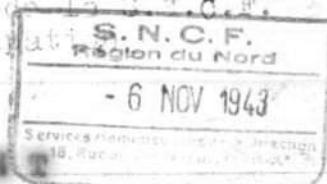
27 JUL 1943

Signé : CAMBOURNAC



PV/ S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation



NOM : ..... : **GUILLERANT**

Prénoms : ..... : **René, François, Aimé**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Employé**

Résidence de service ..... : **HELLENNES (Ecole d'Apprentissage)**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **16.2.20**

Date et lieu de naissance ..... : **11 mars 1901 à AIRN S/LA LYS**

Domicile civil ..... : **4 rue du Docteur Verhaeghe, HELLENNES**

Situation de famille ..... : **Marié, 3 enfants : 18 - 16 - 13 ans**

Qualités professionnelles ..... : **Bonnes**

Services militaires... ..... : **Soldat de 2<sup>e</sup> cl. 5<sup>ème</sup> Régie -**  
(grade, campagnes, citations, **Infirmier - Appelé le 10.4.21**  
blessures) **Libéré le 15.4.23**

Affiliation politique (s'il y a  
lieu) ..... : **Néant**

Date de l'arrestation ..... : **23.10.43 à 14 heures**

Motif de l'arrestation ..... : **Inconnu**  
*arresté, déféré à la justice le 16 juillet 1943 et  
relâché le 17 juillet 1943 (maison d'arrêt  
du 27 juillet 1943)*

Condamnation ..... :

Date, Tribunal, Motif .....

Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours en  
grâce .....

Lieu d'internement ..... : **Libéré le 10. mai 1945**

Nom du défenseur .....

*S. 1873*

-6 NOV 1943

*SCP au Directeur  
de l'Institution  
Signé : CAMBOURNAC*

17 NOV 1943

S.N.C.F.

-----  
Région du Nord  
-----

DR/N2/41  
D. 1873

Agent incarcéré par  
les allemands.  
-----

Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

Suite à ma transmission du 6  
novembre 1943 de la notice de rensei-  
gnements concernant M. GUILLEMANT,  
René, Employé à HELLEMES.

Notre agent a été incarcéré  
à la prison de LOOS pour avoir commis  
une faute contre l'armée allemande.

P. Le Directeur,

*Signé: OUDOT*

JD/P

Lille, le 2 novembre 1943.



MT/N.w

P n° 5970



Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Subdivision du Personnel)

à LA CHAPELLE.

- Agents incarcérés par les Autorités
- allemandes -
- GUILLEMANT René, Employé à HELLEMMES -

Suite à ma lettre P n° 5901 du  
28 octobre 1943,

Renseignements pris près de la police  
allemande, rue de Tenremonde à LILLE, cet  
agent a été incarcéré à la prison de LOOS  
pour avoir fauté contre l'Armée allemande.

*Transmis à Monsieur Budel,*

*Pour le tenir au courant.*

*Suite à ma L<sup>re</sup> du 26-10-43 (Nécessaire à l'engagement)*

- 5 NOV 1943

L'Ingénieur Principal Chef de  
Chef de la Subdivision du Personnel

l'Ingénieur,  
l'Arrondissement du  
Matériel,

8/11

un autre

*Stuor*



19-2-44

DR/N2/41

Allocations  
mensuelles  
aux agents  
arrêtés par  
les Allemands.

Monsieur le Directeur,

Comme vous le savez, le barème (ci-joint) annexé au memento de la réunion tenue le 22 Septembre 1942 (Service central du Personnel) a déterminé, suivant le motif de l'incarcération, le montant de l'allocation mensuelle à verser aux agents arrêtés par les autorités allemandes.

Mises à part les arrestations pour un motif de service qui entraînent le paiement de la totalité de la rémunération d'activité, les incarcérations se répartissent, somme toute, en trois catégories :

- Colonne 1 : On n'a absolument rien à reprocher à l'agent incarcéré : il est arrêté comme otage ou comme israélite ou comme membre de la famille d'un inculpé ou il est libéré sans qu'une inculpation ait été retenue contre lui. Dans ce cas, l'allocation mensuelle correspond à la totalité de la rémunération d'activité.
- Colonnes 2 et 3 : L'agent est fautif pour avoir enfreint plus (colonne 3) ou moins (colonne 2) les ordonnances allemandes, mais en temps normal ces infractions n'auraient entraîné aucune incarcération ou aucune condamnation de la part des autorités françaises si les mêmes faits avaient été déférés à leur appréciation. Dans ces cas, l'allocation mensuelle est limitée aux 3/4 (col. 2) ou à la 1/2 (col. 3) de la rémunération d'activité.
- Colonne 4 : L'agent a été reconnu indésirable aussi bien par les autorités françaises que par les autorités allemandes parce qu'il s'est rendu coupable de vol ou est considéré comme communiste. Dans ce cas aucune allocation n'est versée.

M. LEFORT m'a fait demander téléphoniquement le 27 Janvier 1944 de lui faire parvenir la liste nominative des agents de la Région qui sont encore incarcérés par les autorités allemandes et qui bénéficient d'une allocation mensuelle égale à la totalité de la rémunération d'activité.

D'après les états ci-joints fournis par les trois Services, 19 de nos agents se trouvent dans ce cas. Seuls les trois cas (du M.T.) ci-dessous soulèvent une remarque de ma part car ils ne paraissent pas conformes aux directives du 22/9/42

du memento

du Service central du Personnel.

a) M. PASSAGEZ, Sous-Ingénieur chargé du dépôt de LA CHAPELLE a été arrêté le 28 Novembre 1941 pour un motif inconnu.

Mme PASSAGEZ ayant fait valoir que son fils (19 ans) poursuivait ses études, vous avez fixé le secours mensuel à 4.250 f correspondant aux 3/4 de la rémunération + les allocations du Code de la famille.

Lorsque, le 20 Novembre 1942, vous avez donné ordre aux 3 Chefs de Service d'appliquer les instructions du barème FATALOT, le motif de l'arrestation de M. PASSAGEZ ne nous était toujours pas connu. L'allocation mensuelle aurait donc dû, en principe, être ramenée des 3/4 à la moitié de la rémunération.

Etant donné que vous avez maintenu le statu quo vis-à-vis des agents arrêtés comme communistes qui bénéficiaient d'un secours mensuel, le maintien de l'allocation mensuelle de M. PASSAGEZ aux 3/4 de la rémunération n'aurait certainement pas soulevé d'observation de votre part; mais, d'office, M. PARMANTIER a décidé de faire bénéficier ce fonctionnaire du régime le plus favorable, c'est-à-dire d'une allocation mensuelle égale à la totalité de la rémunération d'activité.

Le 16 Janvier 1943, la délégation du Gouvernement français dans les territoires occupés nous a fait savoir que M. PASSAGEZ s'était rendu coupable "d'activité anti-allemande". Ce motif d'incarcération n'est pas repris textuellement dans les colonnes 2 ou 3, mais par assimilation il doit y rentrer et c'est une allocation mensuelle égale au maximum aux 3/4 de la rémunération qui devrait être versée.

b) M. BOUSSEL Louis, Attaché à LA CHAPELLE, a été arrêté le 27 Novembre 1941 pour un motif inconnu.

Etant donné que, célibataire, il avait partiellement à sa charge son père, veuf, âgé de 80 ans et presque aveugle, vous avez accordé un secours mensuel de 1.000 f.

Le 20 Novembre 1942 (application du barème FATALOT), "comme il y avait tout lieu de penser que l'Attaché BOUSSEL avait été impliqué dans la même affaire que M. PASSAGEZ", il a paru difficile à M. PARMANTIER de "ne pas prendre à son égard la même mesure": il fait donc verser à M. BOUSSEL père une allocation mensuelle égale à la totalité de la rémunération d'activité de son fils. Les autorités d'occupation ne nous ont jamais donné le motif de l'arrestation de M. BOUSSEL.

D'après le barème FATALOT l'allocation mensuelle devrait être égale à la moitié de la rémunération.

c) M. GUILLEMANT, René, Employé à HELLENNES V.W., a été arrêté le 25 Octobre 1943 pour un motif inconnu. Conformément au barème FATALOT, l'allocation mensuelle aurait dû être fixée provisoirement à la moitié de la rémunération.

Le 2 Novembre la Police allemande nous a fait connaître que notre agent avait été incarcéré pour avoir commis une faute contre l'armée allemande. Ce motif d'incarcération permettait de porter le taux de l'allocation mensuelle aux 3/4 de la rémunération (col. 2). Mais, étant donné que ce motif "est extrêmement vague" et que l'intéressé avait déjà été arrêté 24 heures en Juillet 1943 afin de fournir des renseignements sur une jeune fille de RACHES qui était recherchée par la police allemande et dont les parents, soupçonnés d'avoir caché un soldat anglais, avaient été arrêtés, M. PARMANTIER a décidé d'accorder le bénéfice de la totalité de la rémunération, ce qui ne me paraît pas très justifié.

Avant de faire parvenir tels quels au Service central du Personnel les états nominatifs qui m'ont été réclamés, je vous serais obligé de me faire savoir si vous approuvez ou non les décisions que M. PARMANTIER a cru devoir prendre au point de vue de l'allocation mensuelle vis-à-vis des familles de MM. PASSAGEZ, BOUSSEL et GUILLEMANT.

*signé "Audot"*

14-2-44

*M. Audot*

*Il faut appliquer les mêmes règles à tout le monde.*

*Faites-moi écrire à M. Parmantier pour lui préciser la portée des instructions Fatalot et lui demander de ramener les rémunérations aux 3/4 : c'est le régime le plus favorable qui puisse être attribué aux agents dont il s'agit.*

*signé "Camboumac"*



Région du NORD

CONFIDENTIEL

19 FEV 1944

D.R./N.2/41

D.Aw.

Monsieur le Chef du Service N.T.

V.R.: A.3. 8294

du 7/2/1944

Allocation mensuelle aux agents  
incarcérés par  
les Allemands.-

Comme vous le savez, mises à part les incarcérations pour un motif de service et celles pour vols ou pour activité communiste, les motifs des arrestations de nos agents par les autorités allemandes ont été classés par le barème annexé au memento de la réunion tenue le 22 Septembre 1942 au S.C.P. en deux grandes catégories:

1°.- col. 1 : on n'a absolument rien à reprocher à l'agent incarcéré (il est arrêté comme otage ou comme israélite ou comme membre de la famille d'un inculpé, ou il est libéré ultérieurement sans qu'une inculpation ait été retenue contre lui); par suite il est versé à sa famille une allocation mensuelle qui correspond à la totalité de sa rémunération d'activité.

2°.- col. 2 et 3 : l'agent est fautif pour avoir enfreint (colonne 2. ou) colonne 3) les ordonnances allemandes; mais en temps normal ces infractions n'auraient pas été relevées par les autorités françaises ou n'auraient entraîné de leur part aucune incarcération ou aucune condamnation si les mêmes faits avaient été dérogés à leur appréciation. En conséquence, il est versé à la famille de l'agent une allocation mensuelle limitée aux 3/4 (col. 2) ou à la moitié (col. 3) de la rémunération d'activité.

....

M. PASSAGEZ est incarcéré pour "activité anti-allemande". M. BOUSSEL est impliqué, pensez-vous, dans la même affaire. M. GUILLEMANT est incarcéré pour avoir commis une faute contre l'armée allemande.

Les autorités d'occupation ont donc une infraction à reprocher à chacun d'eux et il n'est pas possible de maintenir à leurs familles une allocation mensuelle correspondant à la totalité de la rémunération (colonne 1).

Les règles arrêtées le 22 Septembre 1942 par le S.C.P. doivent être appliquées à tous nos fonctionnaires et agents quel que soit leur grade.

Je vous serais obligé, en conséquence, de vouloir bien donner les instructions utiles pour que dès à présent les allocations mensuelles qui sont versées aux familles des 3 intéressés soient limitées aux 3/4 de la rémunération d'activité (col. 2): c'est le régime le plus favorable qui puisse leur être attribué dans les circonstances actuelles.

Le Directeur,

*Signé : CAMBOURNAC*

S.N.C.F.

Région du Nord

Liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy etc,) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

~~Suite à la liste 136 du 7 septembre 1944~~

Nom & Prénom	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Date	
				de li- bération	de reprise le service
GUILLEMANT René	Employé	Colonne	Bochum (Allemagne)	10. 5. 45	(en congé de maternité)
DR/N2. 1873.					
18 MAI 1945. Service Central du Personnel. cette Division S. Leroy					



D 1873

DR 2

X GUILLOT Raymond

ROUX Marcel.

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **GUILLOT Raymond**

Grade : **Chef de canton à Darnetal**

Etablissement (1) : **District de Buchy**

Né le : **12 mars 1887** - Commissionné le 1<sup>er</sup> janvier 1920.

Situation de famille (2) : **marié - 7 enfants**

1	enfant né le	5 décembre 1911
1	-d°-	4 juillet 1913
1	-d°-	9 août 1918
1	-d°-	1 <sup>er</sup> août 1924
1	-d°-	22 juin 1926
1	-d°-	8 septembre 1928
1	-d°-	20 mai 1933

Absent (3) du 3 septembre 1941 au (4) 5 septembre 1941.

Motif de l'absence (5) : **Mis en état d'arrestation par les autorités allemandes pour avoir fait procéder, sans en avertir au préalable les autorités occupantes, à la réparation des dommages causés par la tentative de sabotage au km. 110,680 de la ligne d'Amiens Rouen.**

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Eléments fixes :	1.702 <sup>f</sup>
Charges familiales :	948 <sup>f</sup>

# AVIS

Observations du Chef du Service :

En raison du motif de l'arrestation (faute de service) le Chef du Service est d'avis de considérer cet agent comme prisonnier civil de guerre pendant sa détention, avec solde entière.

SR/ME/41-D 1873. Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à la lettre P 1329 du 15 mai 1941. L'intéressé a été traité sans solde, mais

un secours pour lui être accordé sur demande.

Signé : CAMBOURNAC

4 OCT 1941

Sur note  
fiche 7

T.S.V.P.

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.



AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

MG

Nom et prénoms : ROUX Marcel Maurice

Grade : Chef de district de 2<sup>e</sup> classe

Etablissement (1) : District de Buchy.

Né le : 20 avril 1913 - Commissionné le 26 février 1936.

Situation de famille (2) : Marié

1 enfant né le 19 novembre 1933  
1 -d°- 14 juillet 1935  
1 -d°- 25 avril 1937

Absent (3) DU 3 septembre 1941.

au (4) 18-9-41

Motif de l'absence (5) : Mis en état d'arrestation par les autorités allemandes pour avoir fait procéder, sans en avertir au préalable les autorités occupantes, à la réparation des dommages causés par la tentative de sabotage du km. 110,680 de la ligne d'Amiens Rouen.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Eléments fixes : 1.805 f

Charges familiales : 465 f

AVIS

Observations du Chef du Service :

M. Roux est un agent sérieux, donnant toute satisfaction et dont la situation de famille est intéressante. Le Chef du Service est d'avis de le considérer pendant sa détention comme prisonnier civil de guerre avec solde entière.

DR/N2/41. D 1873. Transmis à M. le Directeur du Service Central P.  
comme suite à la lettre P 1329 du 15 mai 1941. L'intéressé a été traité sans  
solde, mais un règlement  
pourra lui être accordé sur  
demande.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION  
Signé : CAMBOURNAC

4 OCT 1941

T.S.V.P.

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

- 6 OCT 1941

MG

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : ROUX Marcel Maurice

Grade : Chef de district de 2<sup>e</sup> classe

Etablissement (1) : District de Buchy.

Né le : 20 avril 1913 - Commissionné le 26 février 1936.

Situation de famille (2) : Marié

1 enfant né le 19 novembre 1933

1 -d°- 14 juillet 1935

1 -d°- 25 avril 1937

Absent (3) DU 3 septembre 1941.

au (4) 18 Septembre 1941

Motif de l'absence (5) : Mis en état d'arrestation par les autorités allemandes pour avoir fait procéder, sans en avertir au préalable les autorités occupantes, à la réparation des dommages causés par la tentative de sabotage du km. 110,680 de la ligne d'Amiens Rouen.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Eléments fixes : 1.805 f

Charges familiales : 465 f

## A V I S

Observations du Chef du Service :

M. Roux est un agent sérieux, donnant toute satisfaction et dont la situation de famille est intéressante. Le Chef du Service est d'avis de le considérer pendant sa détention comme prisonnier civil de guerre avec solde entière.

*solde entière*

SR/N2/41-D 1873. Transmis à M. le Directeur du Service Central P

comme suite à la lettre P 329 du 15 mai 1941. L'intéressé sera traité sans solde mais  
pourra lui être accordé une aide.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

*Carlo*

4 OCT 1941

T.S.V.F



- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION du NORD

N° de transmission

12

SERVICES  
ÉLECTRIQUES

Dépêche série

PRS

No

Le 3/9/1941 — Heure de dépôt h. m.

GARE EXPÉDITRICE

GARE DESTINATAIRE

Abancourt

PRS

à M. Gar. Centrales.

à M.

Le 1<sup>er</sup> Septembre, un acte de malveillance  
a été commis sur V.D., ligne Amiens-Rouen,  
au km 110<sup>680</sup>. Une échisse a été enlevée  
et une dizaine de traverses détrempées  
d'un seul côté de chaque rail.

Il n'y a pas eu d'accident.  
Les trains ont circulé normalement.

Réparation a été faite immédiatement  
par brigade locale de Cantonniers.

La gendarmerie de Darnétal a été  
avisée.

à Lr

2

Darnétal

N°s de réception

5197

29 ME 35174 — Marché 105. Lot 1.  
Libre imp. L. Danel — Mod. E 489.

Reçue de

Abancourt

Expédiée à

2 h. 35 m.

h. m.

Région du Nord

## RELEVÉ DES ACTES DE SABOTAGE OU PRESUMES TELS

commis sur la Région du NORD

depuis le 18 Août 1941 (6ème suite)

-:-:-

Date	Lieu	Nature	Conséquences
1/9/41	Km. 110 <sup>680</sup> ligne AMIENS-ROUEN	V.P. droite: 1 éclisse enlevée et 10 traverses détirées d'un seul côté de chaque rail.	Néant. (enquêtes administrative et judiciaire en cours).

4 SEP 1941

D.R/N.2/41 - D.A.W.

TRANSMIS à Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

Acte de sabotage

comme suite à sa lettre lère Division du 14 Août  
1941.

Signé : CAMBOURNAC



Serquens le 18/9/41

Monsieur l'Ingénieur,

Je vous informe que  
M. René Chef de District qui  
avait été emprisonné par  
l'Armée allemande le  
3 Septembre 1941 à la suite  
de la tentative de sabotage  
de la V.D. No 1108 vers  
Darnetal a été libéré ce  
jour à 16 heures.

Les autorités allemandes  
ne l'ont pas jugé et ne  
lui ont donné aucune  
explication à sa sortie  
de prison.

Cet agent semble très  
déprimé physiquement et  
moralement.

T.S.V.P.  
Le Chef de Section  
(Petit) →

M<sup>n</sup> PILLE

Ingenieur de la Voie

48, rue Jules-Barni

à AMIENS. Tél.

Reçu  
M. Pille

Transmis à Monsieur Paradi  
comme suite à mon téléphone de ce  
jour.  
Amiens le 19.9.41.



L'Ingenieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>

*Pille*  
20 SEP 1941

*VBN gr B<sup>2</sup>*

Transmis à Monsieur le Chef du  
Service Administratif  
pour le tenir au courant.

La Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

$\frac{25}{9}$

1

*Pille*

*De*

T.S.V.P.

*N*  
*4*

18 SEP 1941

Minute pour la Direction Régionale.



Monsieur le Directeur Général,

*(copie à Service Central P.T.)* *ft*

Le 1er Septembre 1941 vers 7<sup>h</sup>30 un cantonnier auxiliaire qui se rendait à son travail a constaté au Km.110/680 de la ligne d'Amiens à Rouen, entre les gares de Darnetal et Morgny qu'une paire d'éclisses et un certain nombre de tirefonds avaient été enlevés.

Le Chef de Canton M. GUILLOT, avisé, fit remettre la voie en état et vers 9 heures se rendit à la halte de Préaux-lanauville afin de prévenir, par téléphone, M. ROUX, Chef de District à Montérolier-Buchy. Ce dernier étant en tournée, ne fut avisé qu'à sa rentrée à 11 heures. Il se rendit immédiatement sur place et, après enquête, rentra à sa résidence, vers 20 heures.

Le lendemain 2 Septembre, il téléphona au bureau de la Section pour prévenir son Chef de Section qui était absent.

L'après-midi, M. ROUX fit une tournée avec M. ACCARE, Inspecteur Divisionnaire et le mit au courant de l'incident de la veille. M. ACCARE lui fit des observations pour ne pas avoir appliqué les instructions prévoyant que les Services allemands doivent être avisés immédiatement, et que rien ne doit être modifié aux installations avant constatations de leur part.

M. ROUX a d'ailleurs reconnu sans difficulté qu'il avait reçu et connaissait ces instructions, et qu'il les avait répercutées à ses brigades.

A sa rentrée au bureau le soir, M. ROUX avisa le Chef de surveillance allemand à la gare de Buchy et la gendarmerie française de Darnetal.

Le 3 Septembre, à la suite d'une enquête faite sur place, M. ROUX, Chef de District et M. GUILLOT, Chef de Canton furent arrêtés par les autorités allemandes. Des perquisitions furent opérées chez tous les agents de la brigade, qui furent progressivement libérés.

M. GUILLOT fut relâché le 3 Septembre 1941, mais M. ROUX est toujours maintenu en état d'arrestation.

.....



Or, le Chef de l'Arrondissement d'Amiens n'adresse la note, dont vous trouverez ci-joint copie, émanant de l'U.B.A. d'Amiens et de laquelle il résulte que M. ROUX va être jugé par une Cour Martiale allemande.

Il est incontestable que M. ROUX n'a cherché, en aucune façon à porter une aide quelconque aux auteurs de l'acte de sabotage mais est seulement coupable de n'avoir pas signalé immédiatement ce sabotage, dont les traces étaient d'ailleurs déjà effacées lorsque lui-même en a été avisé.

M. ROUX est marié, père de 3 enfants âgés de 8, 6 et 4 ans 1/2. Il est entré au réseau du Nord le 3 Décembre 1924 en qualité d'Elève-Bureau. Après avoir subi avec succès l'examen de Piqueur, il a été nommé Mineur Dessinateur Calqueur le 1er Avril 1931. Il a démissionné pour accomplir son service militaire, le 21 Octobre 1935. Réintégré le 26 Février 1937, il a été commissionné employé faisant fonctions de piqueur le 26 Février 1938. Il a été nommé piqueur le 1er Juin 1939, puis Chef de District de 2e classe à Buchy le 1er Mars 1941.

M. ROUX est un agent sérieux, qui donne toute satisfaction.

Je vous serais très obligé de vouloir bien examiner s'il est possible d'intervenir en sa faveur auprès des autorités allemandes car, comme je le disais précédemment, M. ROUX n'est certainement coupable que de simple négligence.

Votre bien dévoué,

Le Directeur de l'Exploitation,

*Signé : CAMBOURNAC*



G.

30 SEP 1941

*Copie faite D 1875*  
7

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

DR/N.2/41  
D.Aw

Arrestation  
par l'A.O. à  
la suite d'un  
acte de sa-  
botage.  
-----

Confirmation de la communication télé-  
phonique que M. le Chef du Service V.B. vous  
a adressée le 18 Septembre 1941, comme suite  
à ma lettre du même jour envoyée à M. le  
Directeur Général.

M. ROUX, Chef de District à Montérolier-  
Buchy, qui avait été incarcéré par les auto-  
rités allemandes le 3 Septembre 1941 à la  
suite de la tentative de sabotage de la V.D.  
Km 110,680 de la ligne Amiens - Rouen le 1er  
Septembre 1941, a été libéré le 18 Septembre  
1941 à 16h.

Les autorités allemandes n'ont pas jugé  
l'intéressé et ne lui ont donné aucune expli-  
cation à sa sortie de prison.

M. ROUX semble très déprimé physiquement  
et moralement.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBOURNAC

- 8 OCT 1941

D.R./M.2/47  
D.1873

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef de la Subdivision du  
Secrétariat et du Personnel V.B.

M. ROUX, Marcel, Chef de district à BUCHY,  
et M. GUILLOT, Raymond, Chef de canton à  
DARNETAL, doivent être traités sans solde pen-  
dant la durée de leur incarcération, mais étant  
donné que celle-ci est motivée par une faute  
professionnelle qui n'aurait pas entraîné, de  
la part de la justice française, une condamna-  
tion à une peine de prison, ils pourront béné-  
ficier, l'un et l'autre, sur demande et en fonc-  
tion des besoins réels de leurs familles; d'un  
secours dont la quotité pourra atteindre la to-  
talité des A.F. et 9/10 de la rémunération.

Signé : Oudot



2<sup>e</sup> cat. = A.F. + 9/10 rémunération

- 1) chef de district, incarcéré 15 jours } pour n'avoir  
2) chef de canton, ——— 3 ——— } pas averti l'A.O. d'une tentative de sabotage.

Le 1<sup>er</sup> a perdu 1221 + dont 244 + 60 d'A.F.

Le 2<sup>e</sup> ——— 266 + ——— 94 + 80 ———

En raison des charges de famille des intéressés (3 jeunes enfants: le 1<sup>er</sup>; 4 enfants à charge; le 2<sup>e</sup>) et comme il s'agit de fontes professionnelles pour lesquelles la justice française n'a pas décidé l'incarcération des intéressés, je suis d'avis d'accorder:

- au 1<sup>er</sup> 1000h

- au 2<sup>e</sup> 200h

Kely

13-12-41

1.100h

250h

mandats établis

le 18-12-41.

D1873

DR2

GUYOT Cloris

(Voir DUCATILLON Jean Baptiste)

D. 1873.

D. R. 2

Guyot, Léon



S.N.C.F.

Région du Nord

MRV

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : GUYOT

Prénoms : Léon, Victor

Grade à la S.N.C.F. : Aide-Surveillant Technique

Résidence de service : Lens

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1er mai 1930

Date et lieu de naissance : 4 janvier 1907 à Labourse (P de C)

Domicile civil : 21 rue du Rochoir à Sallaumines

Situation de famille : Marié, 1 enfant

Qualités professionnelles : Excellent agent, très bon moniteur sportif

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Service normal au 110<sup>e</sup> d'Infanterie à Dunkerque du 11/5/27 au 9/11/28  
Rengagé 1 an du 10/11/28 au 9/11/31 (sergent)

Affiliation politique (s'il y a lieu) : Aucune

Date de l'arrestation : 27 janvier 1942

Motifs de l'arrestation : D'après le Commissaire de Police de Sallaumines, propagande en faveur de l'Ex Général de Gaulle

Condamnation : Pas jugé

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : Les perquisitions et enquêtes faites par les polices française et d'occupation ont été favorables à M. GUYOT qui ne s'est jamais occupé d'aucune propagande

Lieu d'internement : Béthune

Nom du défenseur : M. SANSEN, Docteur en droit à Béthune

CONFIDENTIEL

sur l'incarcération de Mr GUYOT Léon, Moniteur d'éducation physique à la Cité des Cheminots de LENS par les Autorités Allemandes, le 27-1-42  
-:-:-:-:-

Mr GUYOT, aide-surveillant Technique et Moniteur d'éducation physique à la Cité de LENS, a été arrêté le 27 Janvier 1942 à 12 heures par les Autorités Allemandes après une perquisition domiciliaire, 21, rue du Rechoir, Cité des Cheminots à SALLAUMINES.

Auparavant, quatre gendarmes Allemands conduits par un S/Officier et accompagnés d'un interprète sont venus, le jour même à 10 h 45, au bureau de la Section situé au Foyer des Agents de Trains et là, sans donner d'explications, rassemblèrent tout le personnel présent:

M.M. BAUCHET, Chef de Section Ppal  
PITEUX, Chef de District de Lens-lignes.  
DEPLANQUE, Employé Ppal.  
BEAUCOURT, piqueur.  
LEDUN, Contrôleur Adjt S.E.S.  
QUESTE, Contrôleur Adjt des Bâtiments.  
GREVET, Expéditionnaire à l'essai.  
NIEUWJAEER Alphonse, attaché  
HULEUX Robert, attaché  
VINCQ, garçon de magasin.

ainsi que le personnel de bureau de commande des trains et quelques agents de trains. Puis, ils s'assurèrent que nous ne portions pas d'insignes, fouillèrent nos vêtements et vérifièrent le contenu de nos portefeuilles. Ensuite ils visitèrent les bureaux des districts de Lens-Centre et de Lens-lignes.

Après cette perquisition qui est demeurée infructueuse, ils demandèrent à Mr DEPLANQUE que l'interprète connaissait, où se trouvait Mr GUYOT. Dès qu'il surent que celui-ci était à la Cité, ils se rendirent, en exigeant d'être accompagnés de Mr DEPLANQUE, au bureau du district "Bâtiments" où ils s'en prirent immédiatement à Mr GUYOT qui venait de rentrer de sa leçon d'éducation physique. Puis, ils visitèrent minutieusement tout le mobilier et examinèrent l'intérieur des portefeuilles de MM. QUENTIER, Contrôleur Ppal des Bâtiments, RIVET, employé et de Mme BARTHELEMY, expéditionnaire.

A l'issue de cette perquisition qui est restée, comme la précédente, sans résultat, ils emmenèrent Mr GUYOT à son domicile et là, visitèrent toutes les pièces et les meubles sans rien trouver. En entrant, ils s'étaient précipités sur le poste de T.S.F. et constatèrent qu'il était réglé sur le poste de BRUXELLES.

Après cette 3<sup>e</sup> perquisition, Mr GUYOT fut emmené à BETHUNE en auto où il fut incarcéré. Nous avons demandé, aussitôt, à l'Inspecteur de l'Exploitation de BETHUNE de faire une démarche auprès de la Kreiskommandantur de BETHUNE pour connaître le motif de cette arrestation. Celle-ci répondit qu'elle n'avait pas à nous renseigner à ce sujet. Toutefois, il apparaît que les perquisitions faites avaient pour but la recherche d'insignes ou de tracts anti-allemands et que Mr GUYOT était soupçonné d'en détenir.

Mr GUYOT est un excellent agent qui apporte, comme moniteur d'éducation physique une grande compétence dans la pratique des sports qu'il enseigne avec succès aux élèves de la Cité. A ce point de vue, nous n'avons recueilli que des appréciations élogieuses de la part du personnel enseignant de la Cité et en particulier de Mr BOUTET, Directeur d'école. De plus, Mr GUYOT est le véritable animateur de nos Sociétés sportives auxquelles il consacre la plus grande partie de ses loisirs.

Calme .....

Calme et réfléchi, nous pouvons assurer que cet agent ne s'occupait pas de politique et qu'il ne faisait partie d'aucune organisation communiste ou autre. Au contraire, il a toujours fait preuve de patriotisme et d'esprit Français notamment en observant la correction et la dignité réclamées par Monsieur le DIRECTEUR GENERAL dans son ordre du jour n° 34 du 25 Juin 1940 aux Cheminots.

En résumé, nous pensons que Mr GUYOT ne peut être répréhensible d'agitation ou de propagande anti-allemande et qu'il est probablement victime d'indications tendancieuses sinon calomnieuses recueillies, nous ne savons comment, par les Autorités Allemandes sur son compte.

Mr GUYOT est père d'un garçon de 10 ans. Nous avons rendu visite à Mme GUYOT et nous avons, par des paroles de réconfort, cherché à apaiser son désarroi.

Lens, le 28 Janvier 1942.

*Daucler*



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU NORD

LILLE, le 31 Janvier 1942

EXPLOITATION  
Liaison Permanente  
~~XXX~~ ARRONDISSEMENT  
avec l'E.B.D. LILLE  
~~x~~ Bureau de l'Ingénieur de l'Exploitation

Monsieur le CHEF de l'ARRONDISSEMENT  
de la VOIE

à LILLE

P.1 N° \_\_\_\_\_

Votre transmission du 30 courant d'une lettre date du 29 de l'Arrondissement V.B. ARRAS, demandant intervention auprès de la W.V.D. BRUXELLES en vue de libération de l'Aide surveillant technique GUYOT, Léon, de LENS, arrêté par les autorités allemandes le 27 courant.

Ainsi que le précisent mes lettres P.1 des 3 Mars et 26 Mai 1941 qui ont été adressées à l'époque à tous les Chefs d'Arrondissement comptant des installations sur le territoire de l'E.B.D. LILLE, mon intervention auprès des organismes d'occupation (W.V.D. ou E.B.D.) ne doit être demandée que pour la libération d'agents arrêtés comme "otages" à la suite d'actes de malveillance commis par des inconnus contre des installations militaires allemandes.

Tel ne paraît pas être le cas de l'aide surveillant GUYOT et dans ces conditions, je ne vois pas la possibilité d'une intervention auprès des organismes allemands, attendu que je ne puis me référer d'une façon certaine aux instructions visant le cas particulier des "otages".

Je vous demanderai de vouloir bien en aviser votre Collègue d'ARRAS.

*Travail à faire par l'Ingénieur de l'Exploitation*  
comme l'ont été les autres du 29 courant

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE,

2/2

*Chd.*  
*[Signature]*

*[Signature]*



-7 FEB 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P

DR/N2/41  
D 1873

Comme suite à votre lettre P 7115 du 30 Janvier 1942, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'aide-surveillant technique (moniteur d'éducation physique) GUYOT Léon, de la Section de LENS V.B., a été arrêté à son domicile, après perquisition, le 27 Janvier 1942, à 12 h., par 4 gendarmes allemands accompagnés d'un Sous-officier et d'un interprète, puis emmené à la Feldgendarmerie de BETHUNE où il a été écroué.

Le motif de cette arrestation qui ne serait pas d'ordre communiste nous est inconnu.

Cet agent, né le 4 Janvier 1907, à LABOURSE (P. de C), est marié et père d'un enfant né le 6 Septembre 1931.

Je vous adresserai ultérieurement la fiche de renseignements prévue par votre lettre P. 5.329 du 15/5/41.

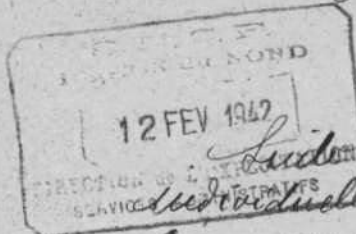
LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBournac

Paris, le 11/2/1942

V. B. 72/132

Monsieur le chef des Services  
Administratifs



En réponse à l'envoi de la fiche  
administrative concernant M. Guyot  
Coy, instituteur d'éducation physique  
à Lens.

Je vous adresse ci-joint mes  
rapports de M. Baudet, chef de  
Section, par la voie relative dans  
lesquelles circonstances l'annulation  
de M. Guyot a été opérée.



M. le Directeur

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

Ce rapport pourrait être  
communiqué au S.C.P., afin de  
lui permettre d'intervenir, mais  
ne paraît pas plus efficace de  
demander à la direction de  
lui l'EBD. ?

Le D.D.M. contient notre avis  
au S.C.P. du 7/2.

*[Signature]*  
h. Orde  
L'accord sur A

*[Signature]*  
Le fait vite  
16/2/42



Paris, le

10 Mars

1938

Monsieur

Mucherie,

Je vous adresse ci-inclus :

Souligner les mentions utiles :

Carte scolaire  
ou d'apprentissage N° 806

Carte temporaire N°

Carte de Service N°

Carte de résidence N°

Carte d'identité N°

Carte d'approvisionnement N°

Bulletin d'avis

Permis de circuler à pied  
sur la voie N°Autorisation permanente  
de monter sur les machines N°au nom de M<sup>r</sup>

Le Gerre Marc,

fils d'un chef de canton

et je vous prie de retourner au Service du Personnel la carte N° 180.420

Le Chef Adjoint  
au Service du Personnel de la Voie

Chavan

Transmis à M

Lion

Le

11/3 1938

L'Ingénieur de la Voie  
ou le Chef de Service

Retour à M

Lion.

à titre d'accusé de réception  
avec la carte N° 180.420  
réclamée

Le

16/3 1938

Le Chef de District

Retour à M

L'Ingénieur

Le

17/3 1938

Le Chef de Section

Transmis à M

Rameau

Le

14/3 1938

Le Chef de Section

carte 180.420  
Retour au Service du Personnel

Le

18/3 1938

L'Ingénieur de la Voie  
ou le Chef de Service

T.S.P. 21 MAR 1938



17 FEV 1942

Monsieur LATOUCHE  
Ingénieur Principal, Représentant  
de la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D.  
de LILLE.

Suite au rapport joint.

Voudriez-vous intervenir auprès

DR/N2/41

D.1873

-----  
Agent arrêté  
par les  
Allemands.  
-----

de l'E.B.D. de LILLE en vue de connaître les motifs de l'arrestation de M. GUYOT, Léon, aide-surveillant technique V.B. à LENS, et, si possible d'obtenir sa libération.

/Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

Rappel à M.  
Latouche le - 7 MAR 1942  
Signé : Oudot

Le

17 Février 1942



Monsieur le Directeur,

M. GUYOT Léon, aide surveillant technique à LENS, a été arrêté, le 27 janvier 1942 par les Autorités allemandes, pour motif inconnu.

Des renseignements fournis par le Service local, il n'y aurait rien à reprocher à cet agent.

En conséquence, je suis d'avis d'accorder un secours mensuel correspondant à 75 % de la rémunération augmenté de la totalité des allocations familiales.

Cette rémunération étant de 22.922 frs ( voir R, page 1) le secours mensuel s'établirait comme suit :

Part sur la rémunération :	$\frac{22.922 \text{ frs} \times 75}{12 \times 100}$	=	1.432 frs 50 (75% rem.)
Allocations familiales :	1.560 frs : 12	=	130 frs (A.F.)
			<hr/> 1.562 frs 50

M. le Directeur

soit 1.560 francs en chiffres ronds.

=====

M. Guyot, arrêté par l'A.O. pour un motif inconnu, appartient à la catégorie A1 (A.F. + 75% Rem. = 1562'50.)

Mme Guyot, qui a la charge d'un fils (10 ans), ne travaille pas. Elle a reçu la solde de son mari du 1 au 29/1/42.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

Vous serez vraisemblablement d'avis d'accorder, à compter du 1-2-42, un secours mensuel de 1.550'.

20/2/42

21-2-42  
Secours : 1550' par mois  
à compter du 1-2-42  
"Cambourne"

by

Camille Cambourne, Directeur de l'Exploitation



AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

---

Nom et prénoms : GUYOT Léon, Victor

Grade : Aide-surveillant technique

Etablissement (1) : LENS -District Bâtiments

Né le : 4 janvier 1907                      commissionné le 1er mai 1931

Situation de famille (2) : Marié (femme sans profession)  
UN enfant(Léon) né le 6 septembre 1931

Absent (3) du 27 janvier 1942 à 12 h. au (4)

Motif de l'absence (5) : Incarcéré à Béthune par les autorités allemandes, lesquelles  
n'ont pas voulu nous indiquer le motif de cette arrestation.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :  
-Traitement fixe (retenue retraite déduite) : 950  
-Indemnité de résidence et indemnité  
spéciale temporaire : 911  
-Allocations familiales : 132

---

Avis

Observations du Chef du Service : Excellent agent qui apporte comme moniteur d'éducation physique une grande compétence dans la pratique des sports qu'il enseigne avec succès à des élèves des écoles de la Cité de LENS.

Calme et réfléchi, M. GUYOT ne s'occupait pas de politique et ne faisait partie d'aucune organisation communiste ou autre.

Je suis d'avis d'accorder à l'intéressé un secours mensuel correspondant à 75 % de sa rémunération.

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge ;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Mars 3 février 1942



673  
un Rouilleux

V.B.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en chef,

Je vous ai informé le 29  
janvier dernier que j'intervenais  
auprès de M. Delchaye pour le  
faire de faire le nécessaire  
auprès de l'E.B.D. à Lille en vue

VOIE-RATIMENTS

de la libération de M. Guyot Lion,  
Act. - Surveillant Technique à Lens  
arrêté le 27/1/42 à 12h par la  
Gendarmerie de Béthune.

M. Laradin

- Je vous transmets, à titre d'avis  
la réponse du 31/1/42 de M. Lalouche,  
Ingénieur de l'Exploitation, représentant de  
la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D. à Lille.

000019

9 FEV 1942

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond. V. B.

Attache 2/3/42

Transmis à Monsieur le chef des Services  
Administratifs  
pour le tenir au courant. Suite  
à mesdites communications.  
Le Secrétaire  
Rauzy



REGION DU NORD

PARIS, le - 7 MAR 1942

Services Administratifs

RAPPEL D'AFFAIRE ~~SECRET~~

Référence	Date de la communication rappelée	Désignation sommaire de l'affaire	Observations
DR/N2/11 D 1873 Agent arrêté par les Allemands	17 Février 1942	Intervention auprès de l'E.B.D de Lille en vue de la libération de M. Guyot Léon aide surveillant technique V.B. à Lens.  Le Chef des Services Administratifs <i>Quado</i>	

Monsieur Latouche Ingénieur Principal Représentant de la SNCFA auprès de  
l'E.B.D de Lille.

DEL/NM

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION du NORD

E 926 B



EXPLOITATION  
Liaison permanente  
XXX ARRONDISSEMENT X  
avec l'E.B.D. LILLE  
Bureau de l'Ingénieur de l'Exploitation

P.3 N°        RETOUR à Monsieur le CHEF  
des SERVICES ADMINISTRATIFS  
de la DIRECTION

DR.N.2/41

D. 1873

à PARIS

En l'informant que l'E.B.D. a été  
saisie, mais ne nous a pas fait connaître  
jusqu'ici le résultat de son intervention.

L'Ingénieur Principal,

*F. Bouche*

E.B.D. LILLE.  
3 P.5

Lille, le 13 Mars 1942

A la Liaison Permanente S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE  
22 rue Alexandre Leleux Lille

OBJET : Votre lettre P I du 24.2.42 - Arrestation de GUYOT Léon de LEM

L'intéressé a été mis en état d'arrestation pour activité co-  
niste; en conséquence il ne peut être question d'un avis favorable  
en ce qui concerne la mise en liberté de GUYOT.

Signé SCHULZ

TRADUCTION au verso



senbahnbetriebsdirektion Lille

3 P 5

LILLE, den 13.3.42

An die

Ständige Vertretung der S N C F  
bei der EBD Lille

LILLE

rue Alexandre Leleux 22

Betreff

Ihr Schreiben - P 1 vom 24.2.42 -

Verhaftung GUYOT, Léon, von Lens

Der Verhaftete wurde wegen kommunistischer Betätigung in  
Haft genommen; die Befürwortung der Freilassung des G. kommt  
daher nicht in Frage.

gez Schulz

Beglaubigt

\*\*\*\*  
Reichsbahninspektor



DR/N2/41. D 1873

V.R.: V.B. N.-pp B3 du  
2-3-42

17 MAR 1942

*M. Paradis*

*Intervention en vue de la libération de l'aide  
surveillant technique Guyot, de Lens, arrêté le 27-1-  
42 par l'A.O.*

*M. Latouche m'informe que l'E.B.D. Lille  
a été saisi, mais ne nous a pas fait connaître  
jusqu'ici le résultat de son intervention.*

*Le Chef des Services Administratifs*

Signé : Oudot

23

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

10 MARS 1942

E 926 B

JD RÈGION du NORD le 18 Mars 1942

EXPLOITATION

Liaison Permanente

ARRONDISSEMENT

avec l'E.B.D. Lille

Bureau de l'Ingénieur de l'Exploitation

PERSONNEL

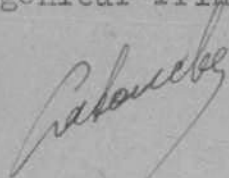
P. N°

Monsieur le Directeur,

Votre lettre DR/N.2/41 - D 1873 concernant l'arrestation de l'aide-surveillant technique V.B. GUYOT, Léon, de LENS.

A la demande de libération que j'avais adressée à l'E.B.D. LILLE, cet organisme vient de me répondre par la lettre jointe d'après laquelle notre agent aurait été arrêté pour activité communiste, ce qui exclut toute possibilité de remise en liberté.

L'Ingénieur Principal



Monsieur CAMBOURNAC

Directeur de l'Exploitation

à PARIS

CONFIDENTIEL

R A P P O R T

de Mr BAUCHET, Chef de Section Principal à LENS sur l'incarcération de Mr GUYOT Léon, Moniteur d'éducation physique à la Cité des Cheminots de LENS par les Autorités Allemandes le 27 Janvier 1942

-----

(Rapport complémentaire faisant suite à celui du 28/1/42)

-:-:-:-:-

Il résulte d'une démarche faite auprès du Commissaire de Police de SALLAUMINES, que Mr GUYOT Léon, Aide-Surveillant technique a été arrêté le 27 Janvier dernier par les Autorités Allemandes, sur dénonciation, pour avoir vendu des photographies du Général DE GAULLE et des Croix de Lorraine. L'autorité Allemande considère cet acte comme ayant un caractère antinational au même titre que les menées communistes. Le Commissaire de Police nous a précisé que cette arrestation s'est faite en dehors de lui et sur la dénonciation d'un Français.

Nous ne savons pas, dans quelles circonstances et dans quelle mesure Mr GUYOT a pu commettre les faits qui lui sont reprochés. En tout cas, nous pouvons assurer que cet agent qui a toujours fait preuve de patriotisme, n'a jamais eu de convictions communistes. Cette opinion nous a été confirmée par le Commissaire de Police lui-même.

Lens, le 23 Mars 1942  
Le Chef de Section Principal,

*Bauchet*



24 MAR 1942

F

24 MARS 1942

DIRECTION DE L'EXPLOITATION

DR/N. 2/41 SERVICE Le Chef des Services Administratifs,  
D. 1873

VR: VB.N ep 2  
du 2/3/42

à Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel VB.

A la demande de libération de l'aide Surveillant technique GUYOT, Léon, de LENS, qu'il avait adressée à l'E.B.D. Lille, M. LATOUCHE a reçu la réponse suivante :

"Lille le 13 Mars 1942

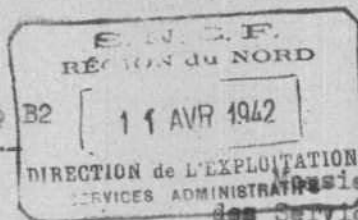
"OBJET: Votre lettre PI du 24/2/42- Arrestation  
"de GUYOT, Léon, de Lens.

"L'intéressé a été mis en état d'arrestation  
"pour activité communiste; en conséquence il  
"ne peut être question d'un avis favorable en  
"ce qui concerne la mise en liberté de GUYOT  
"signé SCHULZ

Le motif de l'arrestation exclut toute  
possibilité de remise en liberté prochaine.

Voudriez-vous faire procéder à une enquête  
tant auprès des chefs locaux de l'intéressé  
qu'auprès de la Préfecture pour vérifier si  
"l'activité communiste" antérieure de cet agent  
était connue ou si, au contraire, celui-ci  
serait victime d'une erreur.

Signé : Oudot



Paris, le 11/4/42

Suite à votre lettre DR.N2/41 D 1873 du 24 mars 1942 relative à l'arrestation par les Autorités Allemandes de M. GUYOT Léon, aide-surveillant technique à Lens.

Le Chef du 5<sup>e</sup> arrondissement V.B. qui avait reçu copie de la lettre adressée par M. LATOUCHE à M. le Directeur concernant la réponse faite par l'E.B.D. de Lille à la demande de mise en liberté de cet agent, avait chargé le Chef de section de Lens de se rapprocher du commissaire de police en vue d'obtenir des précisions sur le motif de l'arrestation de M. GUYOT.

Vous trouverez ci-joint le rapport établi par M. BAUCHET, Chef de section PPAL à Lens, duquel il résulte que contrairement aux déclarations de l'E.B.D. M. GUYOT n'est pas communiste mais aurait eu une activité considérée par les Autorités Allemandes comme ayant un caractère antinational au même titre que les menées communistes.

M. le Directeur

Que M. Guyot soit communiste comme s'a déclaré d'E.B.D. Lille ou "degaulliste" comme le présume le commissaire de police de Hallauminnes, il n'est pas près d'être relâché par les A.O.

Toute nouvelle intervention en sa faveur serait vouée à l'échec.

Nous avez accordé le 21-2-42 un secours mensuel de 1550<sup>f</sup> à M<sup>me</sup> Guyot, qui a un fils (10 ans).

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*



*[Signature]*  
V. 514  
25  
9

S. N. C. F.  
RÉGION du NORD

- 1 JUIL 1942

- 1 JUIL 1942

DIRECTION GÉNÉRALE D'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

DR/N2/41  
D.1873

-----  
Agents arrêtés  
par les Alle-  
mands.

Le Chef des Services Administratifs  
à Monsieur le Chef de la  
Subdivision du Secrétariat et  
du Personnel. V.B.

---  
VR: V.B.N.gp  
B2 du 11.4.42

Le Service M.T. m'informe que 3  
agents du dépôt de LENS ont été arrêtés  
le 19 Juin 1942 par les Allemands et  
condamnés à 6 mois de prison pour activité  
subversive.

Cette affaire fait suite à l'incarcé-  
ration de GUYOT, Léon, aide-surveillant  
technique à LENS pour vente de photogra-  
phies du Général de GAULLE et des Croix  
de Lorraine.

Je vous en avise à toutes fins utiles.

Signé : Oudot



VB.N va 5

agents arrêtés  
par les  
autorités d'occupation

Monsieur Paradis

- Au cours d'une dimanche  
le 6<sup>ct</sup>  
fait par M. Guentier, Contrôleur  
Gral d'Entretien des Bâtiments à Lens,  
au domicile de M. Guyot Lion, aide  
surveillant technique à Lens, arrêté  
le 27/7/42 pour propagande en  
faueur du Général de Gaulle,

000294

10 AOÛT 1942

M<sup>re</sup> Guyot lui a appris que  
son mari aurait été jugé le  
2 juillet dernier par la Cour  
Militaire d'Amas et condamné  
à 2 ans et 3 mois de prison

- Il est actuellement incarcéré  
à la prison d'Amas.

- J'ai voulu vous tenir au  
courant de la situation de

VBNT 2/1/42

et agent.

communiqué à Monsieur

le Chef des Administrations

pour le tenir au courant.

Le Chef de la 3<sup>e</sup> Division du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V. B.

20/8/42



Orléans, le 8 Août 1942 (P)

V.B.N. va 5

Journal

Monsieur Saradit,

M. Guyot Léon

avec pers. Technique  
à Lorient

Suite à la correspondance  
ci-jointe, je vous informe que  
M<sup>me</sup> Guyot vient de nous faire savoir  
qu'elle venait d'être avisée officiellement  
qu'elle demandait l'attribution de l'allocation  
militaire était acceptée, avec  
effet rétroactif au 27 Janvier 1942  
date de l'arrestation de son mari.  
- Le montant de cette allocation mili-  
taire sera de 19<sup>fr</sup>,50 par jour  
compris majoration pour enfants.  
Il n'y a aucun changement survenu  
dans la situation de famille

d. M. Guyot.

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond<sup>ement</sup> V. B.

000251

11 AOUT 1942

19,50  
x 30  
585<sup>fr</sup>

57  
VB Ngp B<sup>c</sup>

Transmis à Monsieur le Chef  
des Services Administratifs en  
l'informant que je suis d'avis  
de réduire le secours mensuel  
de 1650<sup>fr</sup> qui a été accordé à  
M<sup>me</sup> Gujot, du montant de  
l'allocation qui va être  
payée par l'Administration  
Préfectorale.

19/8/42

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



Paris, le 25 février 1942

Secours  
VR.P.XVIII<sup>1</sup>

Le Chef des Services Administratifs

à M. le Chef de la Subdivision du Secrétariat et du Personnel V.B.

M. le Directeur a accordé, à compter du 1er février 1942, un secours mensuel de 1.550 frs à l'aide surveillant technique GUYOT Léon, de LENS, incarcéré le 27 janvier 1942.

(Veuillez-vous, à partir de la fin de ce mois et jusqu'à nouvel avis, faire mandater cette somme et l'imputer au chap. 1er, art. 18, paragraphe 37.

Signé : OUDOT

Copie à M. ROUSSEL, pour avis en le priant de vouloir bien faire mandater la somme de 1.550 frs (pour le mois de février) au nom de Mme GUYOT, femme de notre agent, demeurant 21 rue du Rocheir à SALLAUMINES (paiement en gare de LENS.

Par ailleurs vous aurez à prendre bonne note et faire le nécessaire en temps utile en ce qui concerne A ci-dessus.

Copie à *M. Hagedorn*, pour le tenir au courant. Bien entendu, il aura à me signaler tout changement qui surviendrait dans la situation de famille de M. GUYOT.

Le Chef de la Subdivision de Secrétariat  
et du Personnel de Service de la Voie

28.2.42



26 AOU 1942

*Andonier*

Le Chef des Services  
Administratifs,

DR/H2/47

VR:VBN <sup>2</sup>gp B  
du 19/8/1942.

à M. le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

Après examen de la situation de  
Mme GUYOT, femme de l'aide-surveillant  
GUYOT, Léon, de LENS, actuellement incar-  
céré, Monsieur le Directeur a décidé  
de ramener à 1.000 frs, à compter du  
1er août 1942, le secours mensuel accor-  
dé à l'intéressée.

*J. Berry*



M. le Directeur

21 AOUT 1942

L'aide-surveillant S. E. Guyot Léon, de Lens, dont nous avions demandé sans succès la libération, a été - d'après sa femme - condamné le 2-7-42 par la Cour martiale allemande d'Arras à 2 ans et 3 mois de prison pour propagande en faveur de M. de Gaulle (vente de photographies et de Croix de Lorraine). Il est incarcéré à la prison d'Arras.

La punition ne pourra être envisagée que lorsque libéré, cet agent aura pu s'expliquer par écrit sur les motifs de sa condamnation.

M<sup>me</sup> Guyot, qui a la charge d'un fils (10 ans), ne travaille pas. Vous lui avez accordé le 21-2-42 un secours mensuel de 1.550<sup>f</sup>.

Or elle vient d'obtenir, avec rappel du 27-1-42, l'allocation militaire de 79<sup>f</sup> 50 par jour. V. B. propose de réduire notre secours mensuel du montant de cette allocation:  $1.550^f - 585^f = 965^f$

En arrondissant, notre aide mensuelle pourrait être limitée à 1.000<sup>f</sup> à partir du 1-8-42.

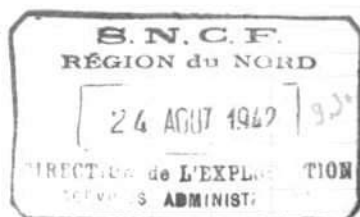
22/8

Votre uspe & division

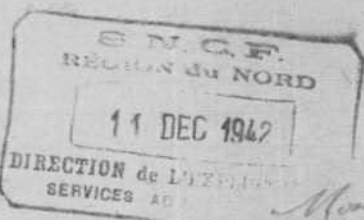
D'accord pour renouer  
notre sec. mensuel à 1000<sup>f</sup>

Telly.

Carubuz



Amas, le 7 Décembre 1942



V.B.N. ya

Monsieur Paradis

Agents arrêtés  
par les autorités  
d'occupation

Suite à la note du 26/9/42  
de M. Barth et à celle n° II 1893  
de M. Oudot, relative aux agents  
arrêtés par les autorités d'occupation  
je vous informe que - ren-  
seignement pris auprès de  
la famille de l'intéressé -  
M. Guyot Léon, Agent Technique  
à Laus, arrêté le 27/9/42  
est actuellement incarcéré  
à la prison Centrale de Loos  
(Nord)

11/12  
immuable

DEC 1942  
000766

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrondissement V. B.

*Stamant*

11/12/1942

V.B.N/gp/Bz

Transmis à Monsieur le chef des Services  
Administratifs  
pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

Service d' VB

5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

Timbre de l'établissement d'attache

DEMANDE DE CONGÉ ANNUEL

à utiliser lorsque l'agent de remplacement  
doit être désigné nominativement

A A REMPLIR PAR L'AGENT

NOM et PRÉNOMS Le Bail, Lion  
 Titre statutaire 1<sup>er</sup> Inspecteur S.E.S. Commissionné, Confirmé  
 (Biffer la mention inutile)  
 Établissement d'attache Arras  
 Absence du 11 Dec<sup>r</sup> 1921 inclus au 25 Dec<sup>r</sup> inclus Soit 12 jours  
 A déduire : repos les 14, 21 et 25 Dec<sup>r</sup> de congé  
 Motif : Congé annuel  
 Le 8/12 1921  
 Signature de l'agent  
Elmair

B A REMPLIR PAR LE CHEF D'ÉTABLISSEMENT

Nombre de jours de congé annuel prévu par le Règlement, compte tenu des réductions éventuelles 24  
 Nombre de jours de congé annuel déjà pris dans l'exercice 12  
 Avis favorable définitive

S'il doit y avoir remplacement par un intérimaire indiquer les heures normales de service.

SERVICE A ASSURER

par M  
 Avec les ressources locales du au  
 du au  
 Par un intérimaire de h à h  
 du au  
 du au

Le 19  
 Timbre et signature

C A REMPLIR PAR LE CHEF DE SERVICE

SERVICE A ASSURER  
 (Rayer les mentions inutiles)

comme indiqué au coupon B

Avec les ressources locales du au  
 du au  
 Par un intérimaire de h à h  
 du au  
 du au

Accordé 12 jours du 11  
 au 25 inclus

Congé refusé  
 AVISER L'INTÉRESSÉ

Cet intérimaire, M  
 (nom et titre statutaire)  
 à arrivera le  
 (résidence d'emploi)  
 par train

Le 10 DEC 1921  
 Timbre et signature

19<sup>e</sup> Chef d'Arrondissement V. B.

Région du Nord

Le

15 DEC 1942

D. 1873

D. 1873

15 DEC 1942

Agent arrêté par les Allemands  
Services Administratifs

Le Directeur du Service  
Central du Personnel.

Suite à précédentes communications relatives à l'arrestation par les autorités allemandes de l'aide-surveillant technique (V.B) GUYOT Léon de LENS.

L'intéressé qui a été condamné à 2 ans et 3 mois de prison est actuellement incarcéré à la prison centrale de LOOS.

P/ Le Directeur,

Signé : Oudot



---  
Région du NORD  
---

D.R/N.2/41

D. 1873

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel,

Agent condamné  
par les Allemands

Je vous adresse sous ce pli une demande de recours en grâce formulée par Mme GUYOT en faveur de son mari GUYOT Léon, aide-surveillant technique (V.B.) à LENS, arrêté par les Allemands le 27 Janvier 1942 et condamné à 2 ans et 3 mois de prison

Etant donné que l'intéressé a déjà accompli une grande partie de sa peine, je vous demanderai de vouloir bien intervenir à nouveau auprès des autorités compétentes en vue de sa libération éventuelle.

P. Le Directeur,

*Qu-  
Mme GUYOT  
ne se dit le gérant  
ou est intéressé, ni après de  
qui ? on ne connaît pas les motifs de libération ?  
20/9  
GUYOT*

Leus, le 3 Septembre 1943

Monsieur l'Ingénieur

Je vous adresse, ci joint, lettre  
de mon Guyot sollicitant l'inter-  
vention de la SNCF en vue d'obtenir  
une remise de peine en faveur  
de son mari condamné par les  
autorités allemandes à 2<sup>ans</sup> 1/2 de  
travaux forcés le 1-2-42

Le S/Ingénieur en Chef de Section

*Laure*

Elaborée par Monsieur Paradis

pour intervention en faveur de —

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V.B.

Avis le 6 7-1943

7 SEP 1943

*Paradis*

Paris, le 16 septembre 1943

V13 M/gf132

Transmis à Monsieur le chef des Services  
Administratifs

17 SEPT 1943

Services Administratifs - 5<sup>e</sup> DIVISION  
18, Rue de Duguesne, PARIS - X<sup>e</sup>  
Téléphone 9-40

Je le prie de vouloir bien faire  
intervenir le service Antich P en vue  
d'obtenir, si possible, une remise de  
peine en faveur de M. Gumpst-Löy, qui  
a été arrêté par les autorités allemandes le  
24 janvier 1942. -

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



- 1 OCT 1943

Copie pour Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.P.  
Comme suite à la lettre V.B.N. gp B2 du 16/9/43  
L'Ingénieur en Chef,

Signé: OUDOT

29 SEP 1943

DR/N2/41  
D.1873

Agent condamné  
par les allemands.

S. N. C. Région du
29 SEPT 1943
Services Administratifs 18, Rue de Dunkerque Tél. :

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel.

L'aide-surveillant technique V.B. GUYOT, 140n, de  
LENS, a été arrêté par les autorités allemandes le 27 Janvier  
1942 après perquisition à son domicile et condamné le  
2 Juillet 1942, à 2 ans et demi de travaux forcés à compter  
du 1er Février 1942.

Le 17 Février 1942 nous avons demandé à M. [?]  
représentant de la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D. LILLE  
d'intervenir auprès de cet organisme afin de connaître  
de l'arrestation et si possible d'obtenir la libération  
cet agent; le 13 Mars 1942, l'E.B.D. LILLE nous a  
connu que GUYOT avait été mis en état d'arrestation  
activité communiste et qu'en conséquence il ne pouvait  
question d'un avis favorable pour sa mise en liberté.

En réalité, M. GUYOT ne s'est jamais fait reman-  
en service pour tendance communiste et le Commissaire de  
Police de SALLAUMINES nous a confirmé qu'il n'était pas en  
sous ce jour. D'après ce fonctionnaire, M. GUYOT aurait été  
arrêté sur dénonciation pour avoir vendu des photos  
du général de GAULLE et des croix de Lorraine, ces  
étant considérés par l'autorité allemande comme ayant  
caractère antinational au même titre que les mené-  
tes.

Mme GUYOT vient de m'adresser la demande ci-jointe de  
recours en grâce en faveur de son mari. Etant donné que  
l'intéressé a déjà accompli une grande partie de sa peine,  
je vous demanderai de vouloir bien intervenir auprès des  
autorités compétentes en vue de sa libération.

Le Directeur,

Signé: CAMBOURNAC



Arron, le 4 Novembre 1943.

Madame Guyot Léon  
21 - Rue du Rochoir  
Sallaumines  
(Pas. de - Calais)

Monsieur le Directeur  
de la Société Nationale des Chemins de Fer Français  
Office des Prisonniers  
à Paris



Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous prier de  
vouloir bien me faire connaître la suite donnée  
à la demande de recours en grâce que je vous  
ai adressée le 3-9-1943, en faveur de mon mari  
M<sup>re</sup> Guyot Léon, Aide-Surveillant Technique,  
Service V-B à Lens, qui fut arrêté le 27 Janvier  
1942, par les autorités Allemandes et condamné  
par le Conseil de Guerre Allemand d'Amiens, le  
17 Juillet 1942 à deux ans et demi de travaux  
à dater du 1<sup>er</sup> Janvier 1942.-

Je serais très heureuse et vous serais  
infiniment reconnaissante si mon cher mari  
pouvait être libéré pour la Noël 1943.-

8/11  
maman

Dans cet espoir, Veuillez agréer,  
Monsieur le Directeur, l'expression de mes  
sentiments respectueux et dévoués.-

Madame Guyot

13 NOV 1943

S.N.C.F.

-----  
Région du Nord  
-----

DR/N2/41  
D.1873



Agent arrêté par les  
allemands.

-----  
Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel  
-----

Suite à ma lettre du 29  
septembre 1943.

Pour me permettre de répondre  
à une demande de renseignements  
formulée par Mme GUYOT, femme de  
l'aide-surveillant technique V.B.  
GUYOT, Léon de LENS, je vous se-  
rais obligé de me faire connaître  
le résultat de votre intervention  
auprès des autorités compétentes  
en vue de la libération de notre  
agent.

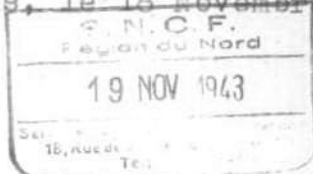
P. Le Directeur,

Signé: OUDET

VEN 13 NOV 3

SERVICE CENTRAL  
du  
PERSONNEL

Paris, le 18 Novembre 1943



Bureau des Prisonniers  
8, rue de Londres

Tri: 91-73

Monsieur le Directeur  
de l'Exploitation  
de la Région NORD

Suite à votre lettre DR/N2/41 D.1873  
du 13 courant, j'ai l'honneur de vous in-  
former qu'une nouvelle requête en faveur de  
GUYOT a été remise le 6 Octobre dernier à la  
Délégation Générale du Gouvernement Français  
dans les territoires occupés, laquelle a  
saisi immédiatement les Autorités supérieu-  
res allemandes, mais aucune réponse ne lui  
est parvenue à ce jour.

Je ne manquerai pas de vous tenir au  
courant.

Le Chef du Bureau  
des Prisonniers,

19. 11  
en main

*McCasau*

S.N.C.F.  
Président du Nord  
23 NOV 1943  
Société Nationale des Chemins de Fer Français  
15, Rue du Commerce, Paris-VI  
Tél. TRU. 53-40

23 NOV 1943

Madame,

DR/N2/41  
D 1873

Agent incarcéré  
par les  
Allemands  
---

En réponse à votre lettre du 4 novembre 1943, je vous informe que la demande de recours en grâce que vous avez présentée en faveur de votre mari a été transmise par les soins de la S.N.C.F. aux autorités allemandes. Aucune réponse ne nous est encore parvenue à ce jour, mais nous suivons tout particulièrement cette affaire et ne manquerons pas de vous tenir au courant.

7  
Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

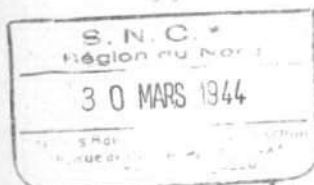
Le Directeur,  
*Signé*. CAMBOURNAC

Madame GUYOT,  
21 rue du Rochoir  
à SALLAUMINES  
(Pas-de-Calais)



VBNT/gf132

Paris, le 28. 3. 1944



Monsieur le Chef des Services Administratifs

Je vous informe que l'agent technique  
Guyot Léon de Lens qui avait été arrêté  
par les Autorités d'Occupation le 24 janvier 1942  
et condamné le 2 juillet 1942 à 2 ans de  
travail de travaux forcés à compter du  
1er février 1942 vient d'être libéré et a repris  
son service le 30 Mars 1944.

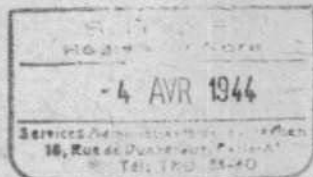
Je fais demander les explications  
écrites de l'intéressé.

20/3

un instant

Le Chef de la Sub-Division de Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

A stylized, cursive signature in dark ink, written over the official title.



- 4 AVR 1944

D.

DR/N2/41  
D.1873

Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel  
(Service des Prisonniers).

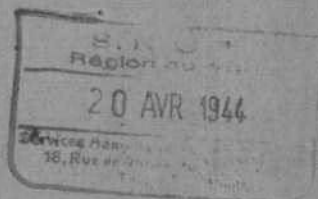
-----  
Libération  
d'agent  
incarcéré  
par les  
allemands.

Suite à ma lettre du 13 Novembre  
1943.

L'agent technique V.B. GUYOT, Léon  
de LENS, arrêté par les autorités  
allemandes le 27 Janvier 1942 a été  
libéré et a repris son service le  
20 Mars 1944.

/ Le Directeur,

Signé: OUDOT



Paris, le 18 Avril 1944

VB.N. 2 B<sup>2</sup>

Monsieur le Directeur,

Suite à précédentes correspondances concernant M. GUYOT Léon, agent technique à Lens (éducation physique), qui avait été arrêté par les Autorités Allemandes le 27 janvier 1942 et condamné le 2 juillet 1942 à 2 ans et demi de travaux forcés pour menées anti-allemandes.

L'intéressé qui était interné en Allemagne et qui a bénéficié d'une remise de peine de quatre mois, a été libéré le 16 mars 1944; il est rentré en France le 19 et a repris son service le 20 mars.

Dans ses explications écrites ci-jointes, cet agent déclare qu'il a été arrêté et condamné par les Autorités d'occupation pour le motif ci-après :

Diffusion de photos du général de Gaulle et de croix de Lorraines.

M. GUYOT est âgé de 37 ans, il est marié et père d'un enfant de 12 ans; il n'a encouru aucune punition depuis son entrée à la région le 1<sup>er</sup> mai 1930 et a obtenu l'indice de prime de fin d'année M2 en 1942 et 1943.

En raison des bons antécédents de l'intéressé et compte tenu de la longue détention qu'il a subie, je suis d'avis de ne pas lui infliger de sanction administrative comme le propose M. le Chef du 5<sup>ème</sup> Arrondissement V.B.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

Votre bien dévoué,  
Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

Le Directeur  
Signé: OUDOT

DR / N2 / 41 - D 1873

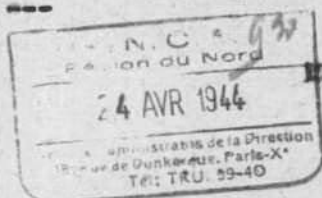
M. le Chef du Service V. B.

A. s. d'accord.

*Quin*

Région du NORD

21/4/44



Monsieur le Directeur,

Pour diffusion de photographies de M. de GAULLE et de croix de Lorraine, l'agent technique V.B. GUYOT Léon a été condamné à 2 ans 1/2 de travaux forcés.

Libéré sur notre intervention 4 mois avant l'expiration de sa peine, il a été remis en service le 20.3.44.

En raison des bons antécédents de l'intéressé et de la durée de sa détention, M. GUILLAUME vous propose de ne pas le punir.

Dans des cas semblables, estimant que les intéressés s'étaient mis par leur faute dans l'impossibilité d'accomplir leur service pendant une période de longue durée, M. CAMBOURNAC avait décidé de leur infliger une punition, en principe le Blâme avec inscription au dossier.

Devons-nous faire de même dans le cas particulier?

D'accord  
sur la proposition

de M. Guillaume  
22/4

Alain

25  
7



D.1873

D.R.2

Grançon, Emile.

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL  
ET DE LA TRACTION  
Reg. du Com. Seine N° 276.448 B  
N°

# RAPPORT DE MECANICIEN

MT 2245

TRACTION

Dépôt de

Train N° du 27 - 5 42 } véhicules  
tonnes

MACHINE N° 040TA16

Mécanicien Grangeon, Emile

Chauffeur

Charge maximum pour la machine 040TA16

## ANALYSE DU RAPPORT

Imp. Blanchard — Marché 145 — 20/E 17288 - 9-41

OBSERVATIONS  
DE L'INGÉNIEUR

## RAPPORT

Au cours de monorum cestuel sur  
Embranchement industriel, situé au lieu  
dit les quésillons, et revenant de l'usine  
Maffort avec une plateforme à l'avant  
de la machine. Ensuite je suis aller en tête  
d'une coupe de 19 Wagnons dont 7 W de freins  
L'homme de manœuvre m'ayant donné le  
signal de tirer je me suis remis en marche  
mais après avoir parcouru 20 à 25 mètres  
je me suis aperçu qu'une rame de 8 Wagnons  
conduite par le tracteur de la W&F, et  
venant de la rue des cabarets, masquée par  
le mur de l'usine d'Andart et se dirigeant  
vers la voie que j'allais traverser aussitôt  
que j'ai aperçue le danger j'ai bloqué  
mes freins et renversé la vapeur, mais ayant  
à parcourir une distance de 10 mètres environ  
je n'ai pu éviter la prise d'écharpe.  
Aussitôt le chef du dépôt d'attener à donner

(Voir la suite au verso)

OBSERVATIONS  
DE L'INGÉNIEUR

## RAPPORT

L'ordre de en faire aucun mouvement  
qu'il aller faire faire un constat, une  
demi heure après les gendarme allemand  
arriver sur les lieu, et sans aucune  
explication f'était arreter pour avoir  
commis un sabotage, ensuite f'ais était  
conduit à la prison de la santé et renfermé  
pendant 18 jours au secret, f'ais subi  
un interrogatoire de 3 heures le 15 juin  
Pour la nourriture un peu de soupe et  
125 gr. de pain pour la journée. au cours de  
18 jours passer en cellule ma femme et  
ma fille n'ont recus aucune nouvelles  
de moi, ma fille qui était une grande  
surveuse f'ai fallit la perdre par l'émotion,

Gracien,

La plaine le 16-5-42  
Le Chef de Dépôt,



Le 27/5/42

Heure de dépôt : 23 h

Gare destinataire :

GENNEVILLIERS

Nous renseigner d'urgence  
sur notre 040 TA 16 qui devait rentrer  
à 19 h 30 au dépôt.

N° de réception : 43

Expédiée à Gennevilliers

à 22 h 55



# RAPPORT DE MÉCANICIEN

MT 2245

TRACTION

Dépôt de LA PLAINE

A N°

Train N° *M. manoeuvre du Out Guesillars*

MACHINE N° *040TA 16*

Mécanicien

Chauffeur

*M. Mottumb*



Charge maximum pour la machine

ANALYSE DU RAPPORT

*Complément au 2245 du 27/28 et.  
Le 27 Mai 42 - 17h15.  
Campement dans l'enchevêtrement  
Rottignol à Guesillars de 2 rames.*

OBSERVATIONS  
DE L'INGÉNIEUR

RAPPORT

*La rame remorque comprenait un Wagnon  
plat à l'avant de la M<sup>me</sup> et 19 Wagnons  
à l'arrière.  
L'ordre de tirer a été donné du côté du  
mécanicien, étant occupé à mon feu j. n'ai  
pas vu l'agent qui commandait la  
manœuvre mais j'ai nettement entendu le  
sifflet du poche. Après avoir parcouru  
10 à 15 mètres j'ai appuyé en avant de  
notre machine les Wagnons qui étaient refoulés  
par le train de chez Wigo. j'ai dit au  
Mécanicien de bloquer et en même temps  
les coups de sifflet répétés de l'agent de  
Rottignol. La manœuvre a encore parcouru  
10 à 15 mètres avant de tamponner le 2<sup>ème</sup>  
Wagnon le rame de chez Wigo.  
Le Wagnon plat de notre rame à l'avant  
de la M<sup>me</sup> a déraillé ainsi que le Wagnon  
tombeur chargé de fûts de la rame  
Wigo.*

(Voir la suite au verso)

OBSERVATIONS  
DE L'INGÉNIEUR

## RAPPORT

Pas d'avarie apparente, Personne n'était au voisinage des 2 voies.  
Quelques minutes après ~~deux~~ personnes de chez Wigo sont arrivées demandant que l'on touche à rien en attendant l'arrivée des gendarmes allemands pour faire constat et prendre puis ils ont pris des photos.  
Les gendarmes allemands sont venus nous interroger par l'interprète de la Maison Wigo, puis d'autres allemands sont venus ont interrogé et ont demandé au mécanicien s'il était le responsable de la machine celui-ci a répondu oui ensuite il m'a demandé à moi si je savais conduire une machine. J'ai répondu oui alors il ont dit au Mécanicien Grancon de venir avec eux ils l'ont emmené dans une auto il était sokeum 45 environ je ne saurais préciser.  
C'est seulement après que des gens de la maison Rossignol ont pu approcher du lieu de l'accident qui était gardé par des Allemands. Il y a eu discussion entre les agents de la maison Rossignol et ceux de la maison Wigo ceux-ci prétendant avoir démarré les premiers.  
Au début l'agent de la gare qui nous accompagnait est resté sur les lieux puis il est parti vers Sokeum 45. Je n'ai vu après personne d'autre de la gare. Pour tout ce qui concerne les heures dites je ne saurais préciser.  
La Plaine, le 28 Mai 1942

Le Chef de Dépôt,

Grancon à M. Van Vaelst  
Suite à A 925 du 28 et  
Le Sous-Ingenieur  
Chef de Dépôt

Plumey 29/5/42

M. le Directeur

Mécanicien arrêté le 27/5/42 par les A.O. à la suite d'une collision, dont il ne paraît pas responsable a priori.

A. Karlet est interpellé auprès des A.O. pour demander la libération de cet agent.

Vous serez sans doute d'accord de demander au S.C.P. de saisir la W.V.D. Paris dans le même sens.

Si oui, après riposte, nous mettrons au net ce qui est indiscret au crayon.

Division

20/5/42

Le fait que j'interviendrais également auprès de St Barthé  
avant d'aller à WOOD

M Vigand me

Lettre, dis lundi matin, a Dr Bartsch -  
L'annulation au crayon devra être modifiée.

M. Hardy  
1-6-42

30/5

3



Dépêche télégraphique **PRI**

N° 3

Le **28 Mai 1942**

Heure de dépôt

GARE EXPÉDITRICE

GARE DESTINATAIRE

**PARIS** M. Joisson

**P.R.I.**

La gare de Gennevilliers rend compte que le 27 Mai vers 17h20 au cours d'une manœuvre de sortie d'une rame de 10 wagons chargés de l'embranchement Astra, la machine 040 TA 16 de la Plaine a tamponné une rame de 8 wagons chargés de fûts vides refoulant de l'embranchement Wiffo, sur voie de sortie Matford.

1 wagon déraillé et couché sur le côté. Pas d'accident de personne. A la suite de l'enquête faite par la gendarmerie allemande, le mécanicien Grangon de la Plaine a été arrêté.

Copie à M. LEMARQUE

BONDON et 1° Subd (r2)

Secrétariat de la Direction

Secrétariat de l'Exploitation

AUDOUIN

N° de réception

20/E 35174 — Marché 105. Lot 1  
Lille Imp. L. Danel — Mod. E 400

Reçue de

Expédiée à

à 15 h 00 m.

à h. m.

COPIE à M. le Chef de la Division du Mouvement à Paris

" à M. l'Ingénieur de la Traction à La Chapelle

Pour le tenir au courant

Le Chef du 1er Arrondissement  
de l'Exploitation

T1 5000

*May*

Paris, le 28 Mai 1942



Mon Cher Monsieur,

Le 27 Mai, vers 17h.20, une rame de 10 wagons chargés sortant de l'embranchement ASTRA à Gennevilliers poussée par la machine 040 T.A.16, du dépôt de la Plaine, a tamponné une rame de 8 wagons chargés de fûts vides refoulant de l'embranchement "WIFFO" sur voie de sortie "MATFORD" poussée par le locotracteur de la "WIFFO".

Un wagon déraila et se coucha. Pas d'accident de personne.

Le mécanicien GRANCON du dépôt de La Plaine qui conduisait la machine a été arrêté par la Gendarmerie allemande.

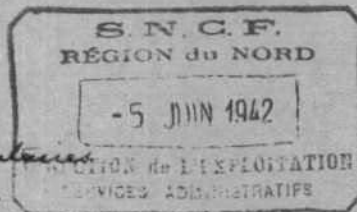
Cet incident s'est produit sur l'embranchement ROSSIGNOL occupé entièrement par les Autorités Allemandes. Nous n'intervenons pas dans la desserte ni dans les manœuvres qui sont effectuées à l'aide d'une machine louée équipée à cet embranché.

Des premiers résultats de l'enquête il résulterait que le mécanicien n'aurait pas obéi aux signaux d'arrêt qui lui auraient été faits. Cet agent ne serait pas, à l'heure actuelle, remis en liberté.

Le Chef du 1er Arrondissement  
de l'Exploitation,

Monsieur l'Ingénieur Principal  
Chef de la 2ème Subdivision  
du Mouvement à Paris

Transmis à Monsieur le Chef  
du Service Matériel et Traction  
(Subdivision du Personnel)  
à La Chapelle



A joint explications complémentaires  
du chauffeur de manœuvre Notkumb.  
(Suite à ma C. n° A° 6951, du 28/5/42  
Le Chef du 1er Arrondissement  
de la Traction (Région Nord)

*May*

Transmis à M. le Chef des Services  
Administratifs à Paris  
Suite à ma transmission du 29.5.42  
de la lettre A. n° 925 du 28.5.42 du  
1er Arr.  
La Chapelle le - 4 JUIN 1942  
L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

Den 1. Juni 1942

DR/N2/41  
D.1873

---

Der Direktor

an Herrn Doktor BARTSCH  
Reichsbahnrat.

Am 27. Mai 1942 ist der Rangierloführer, vom Betriebswerk von LA PLAINE, bei der Ausführung von Rangierbewegungen eines Wagenzuges auf dem Privatanschluss der Firma Matford in LES GRESILLONS, unglücklicherweise in eine von einem Traktoren zurückgestossene Wagengruppe hineingefahren und hat die Entgleisung von 3 Wagen verursacht; in Verfolg dieses Zwischenfalls wurde unser Bediensteter von den deutschen Behörden verhaftet.

GRANGON ist ein guter Bediensteter, dessen Leistung stets zufriedenstellend war, und seine Abwesenheit macht sich nachteilig in der Ausübung eines besonders schweren Dienstes bemerkbar; ich wäre Ihnen somit um Ihre Intervention bei den zuständigen Behörden verbunden, um seine Freilassung zu erwirken.

Gez. CAMBOURNAC.

-1 JUIN 1942



Le Directeur

à Monsieur le Docteur BARTSCH  
Reichsbahnrat.

DR/N2/41  
D.1873

Le 27 Mai 1942, le mécanicien de manœuvres GRANÇON, Emile, du dépôt de LA PLATTE, qui manœuvrait une rame sur l'embranchement de l'Usine Matford aux CRESTILLONS, a malencontreusement télescopé un groupe de wagons refoulé par un tracteur et a provoqué le déraillement de 3 wagons ; à la suite de cet incident notre agent a été arrêté par les autorités allemandes.

GRANÇON est un bon agent ayant toujours donné satisfaction et son absence se fait durement sentir dans l'exécution d'un service particulièrement chargé, aussi je vous serais très obligé de vouloir bien intervenir auprès des autorités compétentes afin qu'il soit procédé à sa libération.

Signé : CAMBOURNAG



Den 1. Juni 1942

DR/N2/41  
D.1873

---

Der Direktor

an Herrn Doktor BARTSCH  
Reichsbahnrat.

Am 27. Mai 1942 ist der Rangierlokführer, vom Betriebswerk von LA PLAINE, bei der Ausführung von Rangierbewegungen eines Wagenzuges auf dem Privatanschluss der Firma Matford in LES GRESILLONS, unglücklicherweise in eine von einem Traktoren zurückgestossene Wagengruppe hineingefahren und hat die Entgleisung von 3 Wagen verursacht; in Verfolg dieses Zwischenfalls wurde unser Bediensteter von den deutschen Behörden verhaftet.

GRANGON ist ein guter Bediensteter, dessen Leistung stets zufriedenstellend war, und seine Abwesenheit macht sich nachteilig in der Ausübung eines besonders schweren Dienstes bemerkbar; ich wäre Ihnen somit um Ihre Intervention bei den zuständigen Behörden verbunden, um seine Freilassung zu erwirken.

Gez. CAMBOURNAC.

S.N.C.F.

Région du **N O R D**

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR  
en CAS d'ARRESTATION d'un AGENT de la  
S.N.C.F. par les AUTORITÉS d'OCCUPATION

Nom : ..... : **GRANCON**

Prénoms : ..... : **Emile, Gustave**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Mécanicien de Manœuvres**

Résidence de service ..... : **La PLAINE**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **11 Février 1919**

Date & Lieu de naissance ..... : **21 Janvier 1893 à la FERTE-CHEVRESIS**  
(Aisne)

Domicile civil ..... : **50 Avenue Joffre à DRANCY (Seine)**

Situation de famille ..... : **marié - 1 fille (21 ans)**

Qualités professionnelles ..... : **bonnes**

Services militaires ..... : **2è Classe - Campagne contre l'Allemagne**  
(Grade, campagnes, citations, 1914/1918  
blessures) .....

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... :

Date de l'arrestation ..... : **27 Mai 1942**

Motif de l'arrestation ..... : **Arrêté par les autorités allemandes**  
**à la suite d'une collision de wagons dans**  
**le terrain de l'Usine MATTFORD (ci-joint**  
**rapport).**

Condamnation : .....

Date, Tribunal, Motif .....

Éléments de toute nature suscep- : **l'agent ne paraît avoir commis aucune**  
tibles de justifier un re- : **faute professionnelle.**  
cours en grâce .....

Lieu d'internement ..... : **inconnu jusqu'alors**

Nom du Défenseur ..... :

D.-1873

M. le Directeur du S.C.P. (1ère Div.)

- 1 JUIN 1942

Une intervention en vue de la libération de cet agent a été  
faite auprès des autorités allemandes par le Chef de l'Arrondissement de  
Traction à La Chapelle et j'adresse ce jour une demande de cette nature à  
M. le Docteur BARTSCH.

LE DIRECTEUR

Signé : CAMBOURNAC

E.B.D. Paris-Nord  
7 A 1 SNCF

C. / W.

PARIS, le 15.6.1942

TRADUCTION  
(LPN.20.282)



A la Région du Nord  
de la S.N.C.F.

PARIS . -

Objet : Mise en liberté du mécanicien Grançon.

Votre lettre EX.N.m/h.6bis du 28.5.42 et DR/N2/41 D.1873 du 1.6.42.

En nous référant à la lettre précitée, et à la conversation téléphonique de ce jour avec la Délégation Technique, nous vous informons qu'à la suite de notre intervention, le mécanicien français Grançon a été relâché de la prison le 13.6.1942.

(s) Dr. BARTSCH

Dest. : Région Nord (D.R.N.)  
Région Nord (EX.N.m/h.6bis)  
Monsieur Cartier  
Archives

*Mis sous les yeux de M. le Directeur  
Nous demandons à MT de nous aditer  
de la date de reprise de service de  
cet agent afin d'ey donner connaissance  
à l'ail S.C.P.  
A joint lettre de remerciement  
à votre signature*

*19.6  
M. Cartier -  
demande d'aditer  
et avis au CP*

Wehrmachtverkehrsdirektion Paris

Eisenbahnbetriebsdirektion Paris Nord

DRN  
EXN M 1466  
C  
A

Paris, den 15.6.42.

7 A 1 SNCF

An die  
Region Nord der SNCF  
Paris



Rue de Dunkerque, 18  
Fernsprech-Anschl. TRU. 56-96

Betr.: Freilassung des Lokführers Grançon

Bezug: Ihre Sch.EX.N.m/h.6bis vom 28.5.42 und  
DR/N2/41 D.1873 vom 1.6.42

Mit Bezug auf Ihre vorstehend genannten Schreiben und das heutige Ferngespräch mit der Verbindungsstelle wird mitgeteilt, dass auf Grund unserer Vorstellungen der französische Lokführer Grançon am 13.6.42 aus dem Gefängnis entlassen wurde.

*H. Barthel*

*[Signature]*



Bt. - Et (DA)

S.N.C.F.

RÉGION du NORD

TRACTION - 1<sup>er</sup> Arrondissement

R. C. Seine 275.443 B

La Chapelle, le 17 Juin 1942

S.N.C.F. RÉGION DU NORD  
MATÉRIEL & TRACTION  
17 JUIN 1942  
Subdivision du Personnel

- Al n° 6 951 -

-:-:-:-:-

Le Chef de l'Arrondissement  
de la Traction

20/6  
le matin  
mettre sous votre diction  
Président ?

Monsieur le Chef du Service  
Matériel & Traction  
(Subdivision du Personnel) à  
La CHAPELLE

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

20 JUIN 1942

DIRECTION de l'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

GRANCON Emile - Mécanicien de manoeuvres à La PLAINE -  
ARRESTATION par les AUTORITÉS ALLEMANDES. -

Par ma transmission Al 6951, du 28 Mai dernier, je vous ai tenu au courant de l'arrestation du mécanicien de manoeuvres GRANCON Emile, à la suite d'une prise d'écharpe survenue, le 27 Mai, au sortir de l'embranchement ASTRA à GENNEVILLIERS.

Comme vous le verrez dans le rapport ci-joint, établi par GRANCON dès sa libération, aucune faute ne peut être reprochée à notre agent, bien au contraire, il a essayé d'éviter l'accident, mais en vain.

La machine, contrairement aux règlements, était encadrée et si le wagon plat, placé devant la machine, n'avait pas existé il est vraisemblable que le mécanicien aurait pu éviter la prise d'écharpe.

GRANCON a été enfermé à la prison de la Santé dès le 27 mai et n'a été interrogé que le 1er Juin, étant accusé de sabotage.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les pénibles moments que durent passer Mme GRANCON et sa fille, déjà malade.

GRANCON a été libéré le 13 Juin.

J'étais intervenu auprès de l'E.B.D., à plusieurs reprises; la libération me fut promise mais ne se produisit qu'après 18 jours de cellule.

Je me permets d'insister très vivement pour que ce fait soit porté à la connaissance des Autorités françaises car il n'est pas possible d'admettre que nos agents soient traités ainsi chaque

Transmis à Monsieur le Chef  
des Services Administratifs  
à Paris

Suite à mes précédents témoignages  
du 29.5 et 4.6.42.

La Chapelle, le 9 JUIN 1942  
Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

La Plaine

Den 27. Juni 1942

Der Direktor

an Herrn Doktor BARTSCH  
Reichsbahnrat

DR/N2/41  
D.1873

Ich gestatte mir, den Empfang Ihres Schreibens von 15. Juni 1942 zu bestätigen und Ihnen ergebenst zu danken für Ihre wohlwollende Intervention, die die Entlassung des Rangierlokführers GRANCON Emile, des Betriebswerks von LA PLAINE zur Folge hatte.

Gestatten Sie mir bei dieser Gelegenheit Ihre besondere Aufmerksamkeit auf das Interesse zu lenken, in derartigen Fällen, zur guten Abwicklung des Betriebs im allgemeinen, die Internierung der Bediensteten erst dann zu beschliessen, wenn deren Verantwortung genau ermittelt ist.

gez. CAMBOURNAC.

27 JUIN 1942

Le Directeur,

à Monsieur le Docteur BARTSCH  
REICHESBAHRAT

DR/N2/41  
D.1873

J'ai l'honneur de ~~vous~~<sup>d'</sup> accuser réception  
de votre lettre du 15 Juin 1942 et vous prie  
d'agréer tous mes remerciements pour votre bien-  
veillante intervention ayant amené la libération  
du mécanicien de manœuvres GRANCON, Emile, du  
dépôt de LA PLAINE.

Permettez-moi à cette occasion d'appeler  
tout particulièrement votre attention sur l'in-  
térêt qu'il y aurait pour la bonne marche du  
service en général à ce que, dans les cas de  
l'espèce, l'internement des agents ne soit déci-  
dé que lorsque leur responsabilité est bien  
établie.

Signé : CAMBOURNAC

Copie à M. le Chef du Service M.T.

G.

Suite à la transmission du 9 Juin 1942.

Mais me faire connaître la date de reprise  
de service de GRANCON

30 JUIN 1942

27.6.42

Le Chef des Services Administratifs

S. Terry

Le Directeur,

à Monsieur le Docteur BARTSCH  
REICHSBAHN RAT

DR/N2/41  
D.1873

J'ai l'honneur de ~~vous~~<sup>d'</sup>accuser réception  
de votre lettre du 15 Juin 1942 et vous prie  
d'agréer tous mes remerciements pour votre bien-  
veillante intervention ayant amené la libération  
du mécanicien de manœuvres GRANCON, Emile, du  
dépôt de LA PLAINE.

Permettez-moi à cette occasion d'appeler  
tout particulièrement votre attention sur l'in-  
térêt qu'il y aurait pour la bonne marche du  
service en général à ce que, dans les cas de  
l'espèce, l'internement des agents ne soit déci-  
dé que lorsque leur responsabilité est bien  
établie.

Signé: Cambournac



LA CHAPELLE, le

GT

S. N. C. F.

- 6 JUIL 1942

Région du NORD  
Matériel et traction.

Subd<sup>re</sup> du Personnel

SPD. n° 9795  
---

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
à PARIS

GRANCON Emile -mécanicien de manoeu-  
vres à La Plaine-

Cet agent a été libéré le 13 juin 1942  
et a repris son service le 14 juin 1942.

7 juil  
uniquement  
l'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision  
du Personnel,

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

BR/N. 2741  
B. 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands



L. - 9 JUIL 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant le meurtre de mineurs

Giancon Louis de La Plaine

que je vous ai adressée le 1<sup>er</sup> Juin 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 27 mai 1942,  
a été libéré le 13 Juin 1942 et a re-  
pris son service le 14 Juin 1942.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

Le mécanicien Grançon, de La Plaine, a été incarcéré  
par les A. O. du 28/5 au 13.6.42 (17 jours) à la suite d'un  
télégraphe sur un embranchement aux grésillons. Il n'avait  
commis aucune faute et vous avez demandé sa libération à l'EBD.  
Paris Nord.

A2 = 70% Ann = 972<sup>+</sup> pour 17 jours.

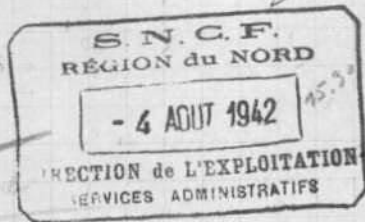
M. T. propose un secours de 950<sup>+</sup>.

Vous serez vraisemblablement d'accord.

31/7/42

Clusio

Don = 950<sup>+</sup>



PXPM - 1 victoire de 58-42 M.T.

D. 1873

D.R. 2

Madame Grassien, Céleste



Hubscher Lucien  
(Noms et Prénoms)

Chemin de Fer du Nord

CHÉMIN de FER du NORD  
TRACTION  
BUREAU CENTRAL  
ARCHIVES

Titre statutaire Ouvrier (ajusteur)  
(au crayon)

DATE DE NAISSANCE

Résidence Le Bourget  
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie  
motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

N<sup>o</sup> 7. 363. 60000. 6. 34

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

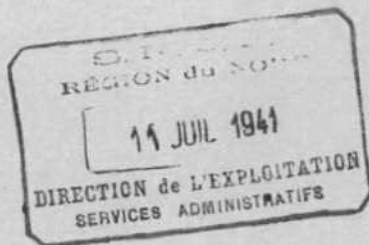
RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque  
PARIS-X<sup>e</sup>Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33Adresse Télégraphique  
NAERNORD

EX.N.g.p. 4 A/4

D. 23.905

Incarcération par  
les Autorités al-  
lemandes.

Le 11 JUL 1941

19

Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction de l'Exploitation,

Le 16 Juin 1941, vers 17 heures, Mme GRASSIEN, Céleste, Commise de 1ère classe à CALAIS, et le Commis de 1ère classe FRANCKE, Jérôme, de la même résidence, ont été mis en état d'arrestation par les Autorités allemandes.

Bien qu'accusée de propagande en faveur du Général de Gaulle, après une perquisition effectuée à son domicile, Mme GRASSIEN, relâchée immédiatement, n'a pas interrompu son service.

Quant à FRANCKE, suspecté d'avoir facilité à des civils le passage de la ligne d'arrêt et bien qu'ayant pu fournir la preuve qu'il ne s'était jamais livré à des opérations de ce genre, il a été maintenu à la prison de BOULOGNE du lundi 16 Juin 1941 à 19 heures, après son service terminé, au mercredi 18 Juin à 9 heures. Rentré à CALAIS par train P.31 à 12<sup>h</sup>09, il a repris son service le même jour à 14 heures.

Il ne s'agit là que de renseignements résultant des déclarations des intéressés, et je demande à M. le Chef de l'Arrondissement de St-OMER de se rapprocher des Autorités allemandes afin d'obtenir si possible des précisions.

Ci-joint, en ce qui concerne le Commis de 1ère classe FRANCKE, la fiche de renseignements prévue par la lettre de M. le Directeur du Service Central P. en date du 15 Mai 1941.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

12 VII. 41.  
Suivre -  
les renseignements  
(5) de la fiche, ne  
sont pas, aucun  
ment exacts -  
la région de St-Ed-  
pendra de la région  
des autorités allemandes  
à signaler au S.C.P. lorsqu'on  
aura une indication pour A.



COPIE à Monsieur le Chef des Services Administratifs de la Direction de  
l'Exploitation,

Suite à EX.N.gp.4A/4 du 11 Juillet 1941.

31 JUIL 1941

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Delannoy*

Monsieur LATOUCHE,

Ingénieur Principal, représentant de la S.N.C.F.

auprès de l'E.B.D. de LILLE,

EX.N.gp.4A/4  
D.23.905

-----  
Incarcération  
par les Autorités  
Allemandes.  
-----

FRANCHE

Le Commis de 1ère Classe FRANCHE, Jérôme, de CALAIS, et Mme GRASSIEN, Céleste, Commise de 1ère Classe à la même résidence ont été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes le 16 Juin 1941, vers 17 heures.

FRANCHE était suspecté d'avoir facilité le passage de la ligne d'arrêt à des Civils mais il a, paraît-il, fourni la preuve qu'il ne s'est jamais livré à des opérations de ce genre. Maintenu à la prison de BOULOGNE du Lundi 16 Juin à 19 heures au mercredi 18 Juin à 9 heures il a repris son service à CALAIS à cette dernière date à 14 heures après libération.

Quant à Mme GRASSIEN soupçonnée de se livrer à la propagande gaulliste, elle a été remise en liberté le 16 Juin après interrogatoire et perquisition domiciliaire, et n'a pas interrompu son service.

D'après les derniers renseignements fournis par M.le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de St-OMER, aucune accusation n'aurait été retenue contre le Commis de 1ère Classe FRANCHE dont l'arrestation résulterait d'une erreur.

Aucune suite judiciaire ne serait également envisagée en ce qui concerne Mme GRASSIEN.

Je vous serais obligé de vous rapprocher de l'E.B.D. de LILLE afin d'obtenir des précisions sur le cas de ces deux agents et de me renseigner.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

COPIE à Monsieur le Chef des Services Administratifs de la Direction de l'Exploitation

~~et joint liste de renseignements demandés par lettre DE/V.T/2 du 31 juillet 1941.~~

~~Je lui adresserai incessamment~~

EX.N.gp.4A/4 la fiche destinée au S.C.P.

D. 23.905

----

Arrestation par les  
autorités allemandes

----

/ Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Whauer*

- 8 NOV 1941

S.N.C.F.  
REGION du Nord

10 NOV 1941

DIRECTION de l'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Monsieur le Chef de la Subdivision

de la Comptabilité M.T.

Mme GRASSIEN, Céleste, Commise de  
1ère classe à CALAIS, arrêtée par les  
autorités allemandes le 9 Octobre 1941  
est absente irrégulièrement de son servi-  
ce depuis le 10 Octobre 1941.

Prière de lui supprimer sa solde  
à compter de cette date.

/ Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

*10 x 1 us  
Lumant  
Mire*



Nom et prénoms : Madame GRASSIEN, Céleste, Laure

Grade : Commise de 1ère Classe (Secrétariat)

Etablissement<sup>(1)</sup> : Exploitation, Gare de CALAIS

Né le : 5 Avril 1901

Commissionné le : 1er Avril 1922

Situation de famille<sup>(2)</sup> : Mariée, mari Instituteur à CALAIS

1 fille Juliette née le 14 Mars 1930

"Scellés apposés sur la maison de Mme GRASSIEN, il n'a  
pas été possible de connaître le gain mensuel de son  
mari"

Absent du<sup>(3)</sup> 9 Octobre à 14 heures au<sup>(4)</sup>

Motif de l'absence<sup>(5)</sup> : Arrêtée le 9 Octobre 1941 vers 10h.30 par les Servi-  
ces de la Police Allemande; le motif de cette arrestation n'est pas  
connu. Le mari de l'intéressée (instituteur) et son frère ont été éga-  
lement arrêtés dans la soirée du 9 Octobre 1941.

Rémunération mensuelle de l'agent<sup>(6)</sup> : 1722 frs.

Observations du service :

Mme GRASSIEN ~~peut~~ considérée comme absente irrégulièrement et  
traitée sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer.

26 DEC 1941

DR/N2/41 - D 1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941. <sup>Aucun</sup> ~~Don secours~~  
lui a été accordé. M<sup>me</sup> Grassien n'étant pas chef de famille.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBOURNAC

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire.  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge.  
Si la femme à un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

Lettre du 30 décembre 1941 de M<sup>me</sup> Grassien,  
Commise de 2<sup>e</sup> cl. à Calais, à M<sup>r</sup> le Directeur sollicitant  
son utilisation en gare de Troyes où elle a été renvoyée en  
attendant l'autorisation de séjourner en Seine-et-Oise et  
demandant des renseignements sur sa situation administrative

- 6 JAN 1942

DR/N2/41 - D 1873

Transmis à M<sup>r</sup> le Chef de la  
Subdivision du Personnel Ex

Pour renseignements  
et proposition  
Le Chef des Services Administratifs

Signé : Oudot

COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction de  
l'Exploitation.  
DR/N2/41 - D. 1873 -

Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX.N.SP.4 A/4  
D. 52267



Le Chef de la Subdivision  
du Personnel

à Madame GRASSIEN, Céleste,  
Commise de lère cl. à CALAIS  
Centre des Refoulés  
Ecole Jules Ferry  
Rue des Marots à TROYES (Aube)

Comme suite à votre lettre du 30

14 142  
un mandat  
y  
Décembre 1941 et pour permettre de  
statuer sur la suite susceptible  
d'être réservée à votre requête, je  
vous prie de me fournir quelques pré-  
cisions sur votre situation actuelle  
en m'indiquant notamment si, le cas  
échéant, il vous serait possible  
d'effectuer, à TROYES, un service  
normal et sans aucune restriction  
notamment quant aux heures de pré-  
sence.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé : CHEYRIER



-17- COPIE pour Monsieur le Chef des  
Services Administratifs de la Direction  
de l'Exploitation

DR/N2/41 - D. 1873

Le Chef de la Subdivision du Personnel

-9 FEB 1942

DIRECTION de l'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

-4 FEB 1942

Monsieur le Chef du  
Service de l'Exploitation de  
la Région de l' E S T

EX.N.GP.4 A/6  
D. 52.267

Utilisation  
provisoire  
d'un agent.

Mme GRASSIEN, Céleste, Commise  
de 1ère classe à CALAIS, a été mise  
en état d'arrestation par les Auto-  
rités allemandes le 16 Juin 1941.

Remise en liberté après un in-  
terrogatoire et perquisition domi-  
ciliaire, elle a été arrêtée à nou-  
veau le 9 Octobre 1941. Incarcérée  
d'abord à la prison d'ARRAS, elle a  
été ensuite transférée au Centre des  
Refoulés, Ecole Jules Ferry à  
TROYES (Aube).

Nous n'avons pu jusqu'à pré-  
sent obtenir de précisions quant  
aux motifs de la mesure prise à  
l'égard de notre agent.

Par les lettres dont ci-joint  
copies, Mme GRASSIEN expose sa si-  
tuation actuelle et l'impossibilité  
dans laquelle elle se trouve, pour  
le moment, d'assurer son service à  
la Région du Nord.

Je suis disposé à remettre  
Mme GRASSIEN en service dès qu'elle  
aura l'autorisation d'habiter une  
localité de la Région du Nord.

....

Dans l'attente de cette éventualité  
et comme Mme GRASSIEN, considérée comme  
absente irrégulièrement de son service  
ne reçoit plus de solde, depuis le 9  
Octobre 1941, je vous serais obligé de  
vouloir bien examiner la possibilité de  
l'utiliser provisoirement en gare de  
TROYES et je vous demanderais de me fai-  
re connaître la décision que vous aurez  
prise à ce sujet.

Signé: DEGARDIN

RÉGION DE L'EST

EXPLOITATION

Division du Service Général

N° 655 G4.1

Rappeler dans la réponse le numéro  
de la présente lettre.

OBJET :

Utilisation  
Provisoire  
Mme GRASSIEN

Paris, le 11 février 1942

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
Région de l'Est

\* 12 FEV. 1942

Division du Service Général  
Subdivision du Personnel

Monsieur le Chef de Service de l'Exploitation  
de la Région du Nord.

Suite à votre lettre "Ex. N°Gp. 4.A/6 D. n° 52.267  
du 4 Février courant.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes  
d'accord pour utiliser provisoirement à la gare de TROYES,  
Madame GRASSIEN, Céleste, Commise de 1ère classe à CALAIS.

Je vous serais obligé de bien vouloir nous adresser le  
dossier personnel de l'intéressée.

Le Chef du Service de l'Exploitation  
Le Chef de la Division du Service Général

18 AVISE : MM. le Chef de l'Arrondissement de l'EX.St OMER  
le Chef de la Subdivision de la Comptabilité  
M.T.

Pour avis.

M. LERAT.

24 FEV 1942



Monsieur le Directeur de l'Exploitation  
de la Région de l'EST,

DR/N/4

EX.N-EP.4 B/4

Vr:Dr. du S<sup>ce</sup> G<sup>al</sup>  
n° 655 64.1 du  
11 Février 1942

Je vous adresse ci-joint le dossier  
personnel de Mme GRASSIEN, Céleste, Commise  
de 1ère classe à CALAIS, que vous êtes d'a-  
vis d'utiliser en gare de TROYES.

Je considérerai l'intéressée comme  
mutée provisoirement à votre Région à comp-  
ter de la date de sa prise de service à  
TROYES, que je vous demanderais de vouloir  
bien me faire connaître.

Signé : CAMBOURNAC



COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
de la Direction de l'Exploitation

DE DR.N2.41.D.1873.

RÉGION du NORD

- 4 MARS 1942

Le Chef de la Subdivision du Personnel

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

4 MARS 1942

EX.N.gp.4 A/1  
D.52.267

Incertér tion  
par les Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
Autorités  
Allemandes de l'Exploitation de PARIS-NORD,

Confirmation de ma communication télé-  
phonique.

4.342  
L. Bonnet  
suivre  
Lef  
- 9

Mme GRASSIEN, Céleste, Commise de 1ère  
classe à CALAIS qui était éloignée de son  
poste depuis le 9 Octobre 1941 du fait de  
son arrestation par les Autorités d'occu-  
pation et se trouvait en dernier lieu en  
résidence forcée, à TROYES (Aube) a été  
autorisée à se remettre à disposition de  
la Région du Nord après une période d'uti-  
lisation en gare de TROYES.

Le retour de Mme GRASSIEN à CALAIS  
néétant pas permis actuellement, voudriez-  
vous affecter momentanément l'intéressée  
dans l'une des gares situées entre PARIS  
et ERMONT-HAUBONNE et me tenir au courant  
de sa prise de service.

Par ailleurs en vue de compenser en partie  
par l'attribution d'un secours la perte  
de ses appointements pour la période pen-  
dant laquelle elle a été éloignée de ses  
fonctions, je vous serais obligé de pro-  
céder à une enquête sur la situation de

l'intéressée, en vous rappelant au be-  
soin de M. le Chef de l'Arrondissement de  
l'Exploitation de ST-OMER, à qui j'adresse  
copie de la présente, et de s'adresser une  
formule P.XVIII-1, comportant les rensei-  
gnements recueillis.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

**Signé : CHEVRIER**

17 MAR 1942

20/11/41



Monsieur le Directeur de  
l'Exploitation de la  
Région de l'Est,

EX.N.gp.4A/1  
D.52.267  
---

DR/N/41

Par lettre D.R/N.2/41 - D.1873 -  
EX.N.gp.4B/4 du 24 Février 1942, je vous  
ai adressé le dossier personnel de  
Mme GRASSIEN, Céleste, Commise de 1ère  
Classe à CALAIS que les Autorités Alle-  
mandes avaient astreinte à résider à  
TROYES (Aube).

Mme GRASSIEN s'étant, après autori-  
sation, remise à disposition de la Ré-  
gion du Nord le 26 Février 1942, mais  
son retour à CALAIS ne pouvant être  
actuellement envisagé, j'ai prescrit son  
utilisation dans une gare de la Région  
Parisienne.

Je vous serais, en conséquence, obli-  
gé de vouloir bien me retourner le dos-  
sier communiqué, en m'indiquant s'il est  
exact que Mme GRASSIEN était occupée en  
gare de TROYES depuis le 16 Février 1942,  
et si des sommes lui ont été versées au  
titre "Appointements" avant son départ de  
la Région de l'Est.

Le Directeur de l'Exploitation

Signé : Oudot

Arrêtée le 9-10-41 par les A.O. pour un motif qui n'a pas été connu exactement (descendante de père anglais, dit-elle), M<sup>me</sup> Grassien, commis de 2<sup>e</sup> cl. à Calais, n'a été libérée de Troyes que le 16-2-42 : sans solde.

Né pouvant retourner en zone interdite, elle a travaillé à la gare de Troyes jusqu'au 25-2-42, puis à Paris-Nord.

Elle est mariée à un instituteur, qui a été détenu par les A.O. au même temps qu'elle. Elle a une fille de 12 ans, restée à Calais, pour laquelle le ménage paye 600<sup>+</sup> par mois (sans compter l'entretien). Le ménage a réglé 700<sup>+</sup> pour les colis de denrées qu'il s'est fait envoyer pendant son incarcération.

cat. A<sup>1</sup> = 75% Rem. = 6.234<sup>+</sup> pour 4 mois.

E.K. propose un secours de 5.000<sup>+</sup> une fois donné.

Je sais bien qu'il s'agit d'un ménage de travailleurs dont le chef pourrait demander l'aide de son employeur et que les motifs d'ordre psychologique qui justifient l'allocation immédiate de secours aux familles dont les membres sont mis en prison n'ont pas à jouer rétroactivement.

Mais je note que :

- pendant son incarcération, le mari, instituteur, a

T.S.V.P.

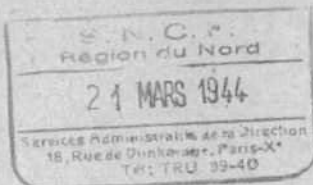


continué à percevoir régulièrement de l'Etat son  
 traitement de 1.508<sup>+</sup> par mois (ce qui a permis au  
 ménage de faire face partiellement aux frais précités).  
 La S.N.C.F. serait peut être mal venue de ne rien faire de  
 son côté pour son propre agent, même à titre rétroactif.  
 — la maison des Grassien à Calais a été  
 entièrement dévalisée et le ménage est démunie de  
 linge et d'habits. Il y a donc des dépenses importantes  
 à engager.

En définitive, vous voudrez vraisemblablement  
 accorder un secours important à M<sup>me</sup> Grassien  
 sans aller jusqu'aux 5.000<sup>+</sup> proposés par l'EX.  
 qui nous saint peut être un peu tard pour  
 une situation d'absence qui n'est en fait terminée  
 le 16 février?

29/4/42  
 $D^m = 5000$  + (= 60% de la rémunération du 9-10-41 au 15-2-62)  
 1-5-42  
 3

3325<sup>+</sup> de  
 + 2/12 Prime + P. EX = 6.000<sup>+</sup>  
 environ



20 MARS 1944

EX.N.gp. 4 A/1

D.52.267

Arrestation par  
les autorités  
allemandes

DR-N/2/41-D 1973

Lettre-réponse

Monsieur le Directeur,

Mme GRASSIEN Céleste, Commise de 1ère classe à CALAIS, a été mise en état d'arrestation par les autorités allemandes le 9 octobre 1941 après interrogatoire et perquisition domiciliaire.

Incarcérée à ARRAS puis envoyée au Centre des refoulés à TROYES (Aube), elle a été autorisée à reprendre du Service à la Région de l'Est qui l'a utilisée du 16 Février 1942 au 24 Février 1942 inclus.

Remise à la disposition de la Région du Nord le 26 Février 1942, elle a été affectée au bureau du 1er Arrondissement de l'Exploitation jusqu'au 21 Février 1943, date à laquelle elle a rejoint CALAIS, les autorités occupantes ne s'opposant plus à son retour dans cette ville.

Pendant la période du 9 Octobre 1941 au 15 Février 1942 inclus, Mme GRASSIEN a été traitée sans solde. Un secours de 5000 francs (cinq mille francs) lui a toutefois été accordé le 13 Mai 1942.

D'autre part, elle a subi, du fait de son absence, sur sa prime de fin d'année 1942, une retenue de 4/12 dont 2/12 ainsi qu'une partie de la prime d'exploitation lui ont été restitués en application de la lettre DR/N2/41 - DAW du 17 Février 1943.

Ainsi qu'il ressort d'un document dont copie ci-jointe établie par les autorités allemandes, Mme GRASSIEN et les membres de sa famille contre lesquels aucun renseignement défavorable n'a été recueilli, ont été admis à rentrer à CALAIS.

A Il y a donc lieu de conclure que l'arrestation de notre agent n'était pas motivée et que seule l'ascendance britannique de Mme GRASSIEN, née TOWLSON, a rendu cette dernière suspecte aux autorités d'occupation.

En raison de ce qui précède, l'intéressée sollicite le remboursement des sommes qui lui ont été retenues par la S.N.C.F.

Je n'aurais, en ce qui me concerne, pas d'objection à ce qu'il soit donné satisfaction à Mme GRASSIEN (mariée et mère d'un enfant de 14 ans) agent de grande valeur ayant toujours, quelles que soient les circonstances, assuré son service d'une manière exemplaire.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre décision.

Le Chef du Service de l'Exploitation

Cerfany

31 MAR 1944

M. le Chef du Service EX

Etant donné d'une part A au recto, mais d'autre part les ressources dont dispose le ménage (le mari est instituteur en activité et il n'y a qu'un enfant de 14 ans) et le laps de temps (2 ans) écoulé depuis que M<sup>me</sup> Grassien reçoit à nouveau son traitement intégral, M. le Directeur a décidé d'accorder à l'intéressée un ~~nouveau~~ secours de 3.000 F, qui-joint à celui de 5.000 F qui lui a été versé le 13-5-42 - portera l'ensemble de notre aide à cette famille à 90% environ de la rémunération perdue.

Voudriez-vous faire verser ce nouveau secours à M<sup>me</sup> Grassien.

L'Ingénieur en Chef

Signé: OUDOT

DR/N2/41

D.1873



27-3-44

Monsieur le Directeur,

Proposition ci-contre de M. DEGARDIN.

Ma note jointe du 29.4.42 vous indiquera les conditions dans lesquelles votre prédécesseur avait été amené à accorder le 1.5.42 à Mme GRASSIEN un secours de 5.000 f correspondant approximativement à 60 % de la rémunération de cette commise du 9.10.41 au 15.2.42 (régime Nord en vigueur avant le 1er.9.42, date de départ du barème FATALOT ci-joint).

Se basant sur l'arbitraire de l'arrestation de cette agent (suspecte uniquement en raison de son ascendance britannique du côté paternel) M. DEGARDIN vous propose de lui rembourser les sommes qui lui ont été retenues par la S.N.C.F., c'est-à-dire 3.325 f de rémunération + 2/12 de prime de fin d'année 1942 et la part proportionnelle de la prime de l'exploitation, soit au total près de 4.000 f.

\* Si cette incarcération s'était produite après le 1.9.42, Mme GRASSIEN aurait été considérée comme "libérée sans qu'une inculpation ait été retenue contre elle" (colonne 1 du barème FATALOT) et aurait bénéficié du remboursement intégral qu'elle sollicite.

Cette rétroactivité est possible en vertu du § E du memento ci-contre du 22.9.42 du S.C.P., qui a spécifié qu' "un effet rétroactif pourra être donné à ces mesures dans des cas d'espèce dont la Région décidera". On ne pourrait refuser qu'en considération d'une part des ressources dont dispose le ménage (le mari est instituteur en activité et il n'y a qu'une enfant de 14 ans) et, d'autre part, du laps de temps (2 ans) écoulé depuis que Mme GRASSIEN reçoit à nouveau son traitement intégral.

C'est ce qu'on a fait jusqu'ici d'une manière générale; mais étant donné les circonstances particulières de cette arrestation, peut-être pourrions-nous faire un rappel pour porter l'ensemble de l'aide à cette famille à 90 % de la rémunération perdue, soit 8.000 f, ce qui nous amènerait à verser un nouveau secours de 3.000 f?

A/

n. Oudin  
A/ oui  
28/3/44

27-3-44  
9 9 9

*Alm...*



2 1873

(SR 2)

Gribaux, Louis, Auguste

(Vendeur marchand et dentellier)

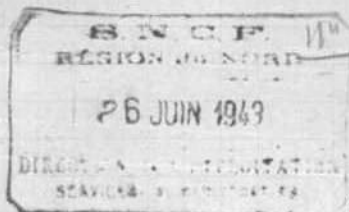
le 26/6

26/6

J'ai vu les itoum que VB m'indique  
par ces 2 arrestations instées récemment...

Il y a eu un attentat au village de  
Courmoult et les arrestations sont  
en corrélation avec cet attentat.

Très cordialement



Al le Directeur

J'ai indiqué au crayon

à qui pourrait remplacer la  
mentionnée, i.e. moi.

Si y a des r'actions aux explications

Allez le voir  
C'est la note de VB à copier  
et à faire

N. Val

Paris, 29 juin 1943

Monsieur Garadié,

- 3 -

Suite à une communication  
Téléphonique du 23 courant, concer-  
nant l'arrestation et l'incarcéra-  
tion, par les autorités allemandes,  
du Chef de canton Cyébraud Louis,  
du Chef de canton Marchand Jules  
et de l'auxiliaire Senillot Albert  
d'Orry-la-Ville, je vous prie de  
bien vouloir trouver ci-jointes  
les fiches de renseignements habituel-  
les, concernant les intéressés.

Nous avons appris que ces arresta-  
tions auraient une relation avec  
la disparition d'une sentinelle  
allemande préposée à la garde  
du viaduc de Camelles

P.S. Je vous prierai de vouloir l'Ingénieur de la Voie  
les intéressés pour obtenir au  
moins la mise en liberté provisoire  
de nos agents car, c'est toute la brigade  
d'Orry qui est déloguée

Shant

7  
V. 13 N/gf 132

Gratane  
Marchand  
Pénillot

Paris, le 30 Juin 1943

Transmis à Monsieur le chef des  
Services Administratifs

comme suite aux fiches de renseignements  
qui lui ont été adressées le 23 Juin 1943.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

Sauv



S.N.C.F.

Région d Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM : **OREBAUX**

Prénoms : **Louis, Auguste**

Grade à la S.N.C.F. : **Chef de canton**

Résidence de service : **Orry-la-Ville**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **29 Juillet 1921**

Date et lieu de naissance : **29 Août 1898 à Marcuil-la-Mette (Oise)**

Domicile civil : **Coye-la-Forêt (Oise) 3 rue de l'Abreuvoir.**

Situation de famille : **Marié, 1 enfant 7 ans**

Qualités professionnelles : **Moyennes**

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : **( Classe 1918, campagne du 18 Avril 1917 au 26 Mai 1920**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **( Néant**

Date de l'arrestation : **21 Juin 1943 à 11 h.**

Motifs de l'arrestation : **( Pour enquête, suite à la disparition d'une sentinelle allemande au viaduc de Commelles le 16 Juin 1943 vers 10 h.30.**

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : **BEAUVAIS (Oise) - Caserne Agel.**

Nom du défenseur :

21873

-3 JUIL 1943

JCP au Directeur

Signé : CAMBOURNAC

28.7.43

DR/N2/41

D 1873

Agents libérés  
par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel

Suite à ma transmission du 3 Juillet 1943 des notices de renseignements concernant :

MM. GREBAUX, Louis, Chef de canton à  
ORRY-la-VILLE  
MARCHAND Jules, S/Chef de canton à  
ORRY-la-VILLE  
PEUILLOT Albert, auxiliaire

arrêtés par les autorités allemandes le  
21 Juin 1943.

Je vous informe que les intéressés  
ont été libérés le 22 Juillet 1943.

P. le Directeur,

S: Tamy



Paris, le 8 juillet 43

VB.N.GP-B/2

Lettre réponse

Monsieur le Directeur,

Suite à précédentes correspondances relatives à l'incarcération par les autorités allemandes du chef de canton GREBAUX Louis, du s/chef de canton MARCHAND Jules et de l'auxiliaire PEUILLOT Albert d'Orry-la-Ville.

Etant donné que nos agents auraient été arrêtés pour enquête, suite à la disparition d'une sentinelle allemande préposée à la garde du viaduc de Courelles mais qu'aucun fait précis n'a été relevé à leur charge, je suis d'avis d'attribuer à M.M. GREBAUX et MARCHAND une allocation mensuelle égale à la 1/2 rémunération, augmentée des charges familiales, étant entendu que cette allocation serait révisée, s'il y avait lieu, dès que nous connaîtrons les conclusions de l'enquête en cours.

En ce qui concerne l'auxiliaire PEUILLOT, des propositions vous seraient adressées, si la famille de l'intéressé sollicitait un secours.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

Le Chef du Service

21 JUIL 1943

La Voie et des Bâtim.

97  
D. 10.7  
en classe  
A joint le dossier

Retour à Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Soutien et du Personnel V.B.

en informant que j'ai mis  
d'accord pour l'application des  
dispositions relatives à ces secours.

L'Ingénieur en Chef

Signé : Oudot

V. B N° 91/328

Paris, le 23 juillet 1943



Monsieur le chef des Services  
Administratifs

M<sup>r</sup> le chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B  
me informe que :

M-M. Gréban Louis, chef de canton  
Marchand Jules, 1<sup>er</sup> chef de canton  
Peuillot Albert, auxiliaire

tous trois en résidence à Ory la Ville, qui  
avaient été arrêtés par les autorités d'occupation  
le 21 juin 1943 ont été relâchés le 22  
juillet.

Je vous ferai connaître ultérieurement  
la date de reprise de service des intéressés.

no 148  
mante  
ars 818

Le Chef de la Division du Secours  
et de l'Éducation de la Jeunesse

J. J. J.



28 JUIL 1943

RÉGION

28 JUIL 1943

DIRECTION de L'EMPLOI  
SERVICES ADMINISTRATIFS

DR/N2/41  
D 1873

Agents libérés  
par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel

Suite à ma transmission du 3 Juil-  
let 1943 des notices de renseignements  
concernant :

MM. GREBAUX, Louis, Chef de canton à  
ORRY-la-VILLE  
MARCHAND Jules, S/Chef de canton à  
ORRY-la-VILLE  
PEUILLOT Albert, auxiliaire

arrêtés par les autorités allemandes le  
21 Juin 1943.

Je vous informe que les intéressés  
ont été libérés le 22 Juillet 1943.

P. le Directeur,

*J. Leroy*

Ony la Ville Le 28 juillet 1943

Monsieur Le chef de District

Je soussigné Cyébaux Louis avoir  
été arrêté le 21 juin 1943 par les autorités  
allemandes au sujet d'un attentat  
commis au Nœud de corniche  
le 16 juillet 1943 relâché le 22 juillet 1943

Bien à vous  
Cyébaux

Orny la Ville 28.7 / 43

Monsieur le chef de district

Je soussigné Penillot Albert avoir été  
arrêté le 21 juin 1943 par les autorités  
allemandes, au sujet d'un attentat  
commis au viaduc de Commelles  
le 16 juin 1943. relâché le 22 juillet.

Bien à vous

Penillot A.

Orry La Ville 28-7-43

Monsieur le Chef de District

Je soussigné Marchand Jules avoir  
été arrêté <sup>le 21 Juin</sup> par les autorités allemandes  
au sujet d'un attentat commis au  
viaduc de Cornelles le 16 Juin, relâché  
le 28 Juillet

Votre tout dévoué

J Marchand



N-Va I

Paris, 3 Aout 1943

- 3 -

Monsieur Paradis,

Suite à ma communication  
téléphonique, vous signalant la  
libération des agents Grébaud  
Louis, Demillot Albert et Marchand  
Jules, d'Ormy-la-Ville, arrêtés  
par les autorités allemandes, je  
vous prie de vouloir bien trouver  
ci-jointes les explications écrites  
des intéressés sur le motif de leur  
incarcération. Les trois agents  
ont repris leur service le 23  
juillet. Je vous propose de leur  
payer la totalité de leur  
solde pendant leur absence.

et de ne leur infliger aucune sanction — L'ingénieur de la Volo.

- 4 AOUT 1943

*Cherrier*

16 AOÛT 1943

DIRECTION de L'INFORMATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Paris, le 14 août 1943

Transmis à Monsieur le Directeur,

VB.N.GP-B/2

Les intéressés ayant été relâchés par les autorités allemandes, l'on doit conclure qu'aucune faute n'a été relevée à leur charge.

Je vous propose, en conséquence, d'allouer à M.M. GREBAUX et MARCHAND, conformément aux dispositions du tableau annexé au Memento de la Réunion tenue le 22/9/42 au S.C.P., une allocation égale à la rémunération totale qu'ils auraient reçue s'ils étaient restés effectivement en service.

Par ailleurs, mon attention a été particulièrement attirée sur la situation très difficile dans laquelle se trouve l'auxiliaire PEUILLOT, Mme PEUILLOT qui était auxiliaire de la surveillance a dû cesser son service pour grossesse le 21/6/43. Ce jeune ménage qui comporte déjà un enfant de 4 ans est complètement dépourvu de ressources.

Du fait de son arrestation du 21 juin au 22 juillet 1943, M. PEUILLOT a perdu au titre de salaire une somme de 1.810 frs.

Je serais d'avis de faire bénéficier cet auxiliaire, qui assure un très bon service, de la même mesure de bienveillance que celle envisagée pour les agents du cadre et de lui accorder en conséquence, un secours de 1.800 frs.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître votre décision.

DR/N2/41

M. PARADIS

M. le Directeur est d'accord.

L'Ingénieur en Chef,

Monsieur le Directeur de la Région Nord

D'accord  
19/8

Paris, le 18 Août 1943

Région du Nord

18 AOUT 1943

Services administratifs de la Direction  
18, Rue du Louvre, Paris

Martin le Directeur, 18 AOUT 1943  
Les agents: Gribaux, Louis, Chef de Section à Gray (V.B.)  
Marchand, Jules, Chef - 7 - 7 -  
Penillat, Albert, auxiliaire - 7 -

ont été arrêtés par les A.D. le 21 Juin 1943,  
à la suite de la disparition d'une sentinelle allemande.

Ils ont été relâchés le 22 Juillet, ce qui  
laisse à entendre qu'aucune faute n'a été relevée  
à leur charge.

En conséquence, cf. le Chef de Service V.B.  
propose d'accorder à Gribaux et à Marchand,  
agents du C.P., une allocation - jute - à la  
totalité de leur rémunération normale pour  
toute la durée de leur détention. Une telle  
mesure est conforme aux instructions données  
par le S.C.P.

En ce qui concerne Penillat, auxiliaire,  
nous ne pouvons intervenir que par l'attribution  
d'un bonnet. En conséquence, cf. Guillaume  
propose de faire bénéficier l'intéressé d'un bonnet  
de 1.800 correspondant à peu près au salaire que  
cet auxiliaire a perdu du fait de son incarcération.

Je pense que vous serez d'accord.

18/8/43

Quel

M. Claus

24/8/43

S'il est un peu temps, voyez VB ;  
et si la division n'a pas encore été  
notifiée, nous la modifions pour  
n'accorder que 3/4 + A.F. (voir  
ma note par ailleurs à propos de  
cas 117).

Si non, nous justifions ultérieurement  
notre décision, par la situation  
spéciale (femme ayant accouché  
et ayant dû venir au service le  
21/6).

Claus





26 AOUT 1943 D.

D.R.N.

Monsieur le Chef de la  
Subdivision du Secrétariat et du  
Personnel V.B.

Suite à votre lettre V.B.N. gp B/2  
du 14 Août.

Je suis bien d'accord pour faire  
bénéficier le Chef de canton GREBAUX  
et le S/Chef de canton MARCHAND d'une  
allocation égale à la rémunération  
totale pour toute la durée de leur  
détention.

Quant à l'auxiliaire PEUILLOT,  
M. le Directeur a décidé de lui attri-  
buer un secours approximativement égal  
aux 3/4 du salaire qu'il aurait touché  
plus la totalité des allocations fami-  
liales.

Vous pouvez donc déterminer le  
montant de ce secours et le faire  
payer à l'intéressé.

L'Ingénieur en Chef,

Signé : Oudot

D1873

DR2

GRIMOPONT Andre'

B.

D<sup>r</sup> Aocq.

S.N.C.F.

Paris, le 24 Avril 1945.

Service Central  
du Personnel

S.N.C.F.  
Région du Nord

8, Rue de Londres (9ème)

26 AVR 1945

Section des Prisonniers  
et Déportés

Monsieur le Directeur  
de la Région du NORD,

Tél. TRI. 91-73

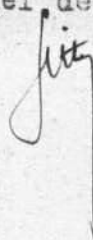
Réf. Pm N° 493/44.582

J'ai l'honneur de vous demander de  
vouloir bien me faire adresser la fiche  
de renseignements d'usage concernant:

M. GRIMOPONT André - Aide-ouvrier  
à HEILLEMES,

fusillé par les Allemands le 1<sup>o</sup> Avril  
1944 à ASCQ.

Le Chef de Section,



N C F

**Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S N C F  
par les autorités d'occupation .**

-!-!-!-!-!-!

Région du NORD

NOM . . . . . : GRIMOPONT

PRENOM . . . . . : André

Grade à la S N C F . . . . . : Aide ouvrier Chaudronnier Tôlier

Résidence de Service . . . . . : Hellemees ATMOT

DATE d'entrée à la S N C F . . . . . : 1.3.1937

Date et Lieu de naissance . . . . . : 12.12.1909 à ASCQ

Domicile civil . . . . . : ASCQ 4 Rue de l'Abbé Lemire 4

Situat en de famille . . . . . : Marié 2 enfants

Qualités professionnelles. . . . . : Bonnes

Services militaires . . . . . : SR du 22.10.1930 au 12.10.1931  
en 163<sup>e</sup> à RIF

Affiliation politique . . . . . : Néant

Date de l'arrestation . . . . . : Massacré à ASCQ dans la nuit  
du 1 au 2 Avril 1944

Motif de l'arrestation . . . . . : "

Condamnation . . . . . : 3

Date Tribunal Motif . . . . . : "

Elements de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce : "

Lieu d'internement . . . . . : "

Nom du défenseur . . . . . : "

R.N. 2/D. 1873

Service Central du Personnel (1<sup>re</sup> Division)

Le Directeur 31 MAI 1945

Signé : HEBERT



D. 1873.

D.R. 2.

Gronqvist, Oscar.

COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction

Ci-joint fiches de renseignements.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*W. Manly*

1 SEPT 1942

EX.N.SP.4 A/1

D.

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Arrestation par  
les autorités  
Allemandes.

Le Brigadier-Comptable **GRONQVIST** Oscar  
de ST-DENIS, est absent de son service de-  
puis le 18 Août 1942, du fait de son arres-  
tation par les Autorités Allemandes.

Prière de lui supprimer ses appointe-  
ments à compter de cette date.

Signé: DELANNOY

2-9  
*W. Manly*

S.N.C.F.

Région du ~~NORD~~

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.

NOM : . . . . . : GROMVIST

Prénoms . . . . . : OSCAR

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Brigadier Lampiate

Résidence de service . . . . . : ST-DENIS

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . : 2 Juin 1919

Date et lieu de naissance . . . . . : 4 Avril 1894 à PARIS (58)

Domicile civil . . . . . : 15, Rue Vergniaud à LEVALLOIS (seine)

Situation de famille . . . . . : Marié - 4 enfants: 34, 22, 18 et 16 ans

Qualités professionnelles . . . . . : Normales

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) . . . . . : ( 2 ans - 258 section C.O. à TOUL -  
( Campagne 1914 - 1918  
(

Affiliation politique (s'il y a lieu) : -  
(

Date de l'arrestation . . . . . : 11 Août 1942

Motifs de l'arrestation . . . . . : ( en congé régulier du 3 au 14/8, a été arrêté  
( à ANGERS alors qu'il prenait des photographies  
( en ville.

Condamnation . . . . . : -  
( -  
(

Date, tribunal, motif . . . . . : ( -  
( -  
(

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce . . . . . : ( -  
( -  
(

Lieu d'internement . . . . . : ANGERS (Maine-et-Loire)

Nom du défenseur . . . . . : -

1873.  
-3 SEP 1942

SCP au Directeur  
P. E. Directeur  
Signé: DEGARDIN



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque

PARIS - X\*

Tél. : TRUDAINE

99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

16 SEPT 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Le 12 SEPT 1942 19

Monsieur le Chef des Services

Administratifs de la Direction,

EX.N.g.p. 4 A/1

D. 54.565

Incarcération par  
les Autorités  
allemandesLETTRE-REPONSE

Le 1<sup>er</sup> Septembre 1942, je vous ai avisé que le Brigadier Lampiste GRONGWIST, Oscar, de St-DENIS, avait été mis en état d'arrestation par les Autorités allemandes à ANGERS au cours d'un congé régulier et qu'il était de ce fait absent de son service depuis le 15 Août 1942.

L'intéressé ayant été libéré le 30 Août 1942 sans condamnation et remis en service le lendemain 31 Août soit après une absence de 16 Jours, demande à compenser cette dernière par les 10 jours de congé lui restant à prendre sur l'exercice en cours plus ses repos des 19 et 27 Août et 4 jours de congé à valoir sur l'exercice 1943.

Etant donné le motif de l'incarcération de GRONGWIST (port d'un appareil photographique), je vous serais obligé de me faire connaître si nous pouvons donner satisfaction à cet agent ou s'il y a lieu à retenue de solde compensée en partie par l'attribution d'un secours s'il est reconnu, après enquête, que la situation le justifie.

*ann*  
*absence*  
*imputation*  
*31/9*



Ci-joint, en communication, le dossier  
de cette affaire.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Ducray*

REPOSE

16 SEP 1942

DR/N2/41-D1873

M. Chevrier

Il n'est pas possible d'accorder à Grangoust  
ces 4 jours de congé à valoir sur l'exercice 1943:  
ces 4 jours doivent être considérés comme absence  
irrégulière.

Par contre, il n'y a pas d'objection à imputer  
le début de cette absence sur les 10 jours de  
congé qui lui restaient sur l'exercice 1942 et  
sur des repos des 19 et 27 août.

Quelle punition lui avez-vous infligée?

Le Chef des Services Administratifs

Signé : Oudet

Aucun  
ava M.  
le Directeur

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N 2741  
à 1873

Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands



Le 16 SEP 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant le brigadier lampiste

Gronqvist, Oscar de St. Denis  
que je vous ai adressée le 5 Septembre 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 11 Aout 1942,  
a été libéré le 30 Aout 1942 et a re-  
pris son service le 31 Aout 1942

/ Le Directeur de l'Exploitation,  
Signé : Oudot

Copie pour M. Le Chef des Services Administratifs  
de la Direction

Suite à DR/N.2/41 - D. 1873 du 16 Septembre 1942



10 OCT 1942

EX.N.g.p.4 A/1

D. 54.565

P 4056/2

du 2 Septembre 1942

Arrestation  
par les Autorités allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de PARIS-Nord

Suite à votre note rappelée ci-contre.

Il n'est pas possible d'autoriser le brigadier lampiste GRONGVIST, Oscar, de St-Denis, à faire entrer en ligne de compte 4 jours de congé à valoir sur l'exercice 1943, pour la compensation de son absence du 15 au 30 Août 1942 inclus, consécutive à son arrestation par les Autorités allemandes.

En conséquence, le début de cette absence sera imputée sur les 10 jours de congé restant au crédit de GRONGVIST pour l'exercice 1942 + 2 repos.

Les 4 jours restant à découvert seront considérés comme absence irrégulière et l'intéressé supportera sur les éléments fixes de la rémunération comptant pour la retraite et pour ces 4 jours une retenue supplémentaire de 12 % correspondant aux charges qui incombent normalement à la S.N.C.F.

J'interviens auprès de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T. pour le remboursement  
à GRONGYST de 12 jours de solde.

Enfin, cet agent s'étant mis par sa faute  
dans l'impossibilité d'assurer son service  
pendant la période du 15 au 30 août 1942 in-  
clus, je vous prie de lui infliger pour ce mo-  
tif, un blâme avec inscription au dossier et de  
m'adresser la formule U 177 après émargement.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé : CHEVRIER